



HAL
open science

Miami et les nouvelles relations interaméricaines

Christian Girault

► **To cite this version:**

Christian Girault. Miami et les nouvelles relations interaméricaines. Centre d'Études et de Recherches Internationales. Fondation Nationale des Sciences Politiques, pp.42, 1998. <hal-00276581>

HAL Id: hal-00276581

<https://hal.science/hal-00276581v1>

Submitted on 30 Apr 2008

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Les Études du CERI
N° 41 - mai 1998

**Miami et les nouvelles relations
interaméricaines**

Christian Girault

Miami et les nouvelles relations interaméricaines

Christian Girault

CNRS/CREDAL, chercheur associé au CERI

Y en un inmenso anhelo luchamos por penetrar el velo del porvenir.

Rubén DARIO

Les deux dernières décennies ont vu des changements accélérés dans les Amériques. Au Nord, une croissance pratiquement ininterrompue, accompagnée de larges mouvements de redistribution des forces productives vers le secteur tertiaire et les services dans le cadre d'une dérégulation rapide, a composé un tableau de prospérité et de plein emploi, où subsistent pourtant certaines taches de pauvreté. Au Sud, le retour à la paix et la démocratisation (souvent incomplète et superficielle) de la vie politique ont précédé une récupération économique dans un cadre libéral, plus ou moins accentuée selon les pays. Ainsi l'Amérique — ou les Amériques — confirme sa réputation de continent qui surprend toujours le visiteur et l'observateur : c'est le continent « qui bouge » par excellence. Et il est vrai qu'à vingt ans de distance le changement est impressionnant. On pourrait en donner des exemples nombreux pour le Nord comme pour le Sud : développement des échanges et des télécommunications, du tourisme international, modification des modes de vie et des styles vestimentaires...

Il est logique que ces changements aient eu des conséquences sur les relations interaméricaines, c'est-à-dire les relations entre le Nord et le Sud. A l'exacerbation des conflits en Amérique centrale et dans les Caraïbes, provoquée par les derniers soubresauts de la guerre froide, a fait suite une période de relâchement des tensions où l'on a davantage parlé privatisations, zones franches, libre-échange et

investissements qu'équipements militaires, guerrillas ou insurrections (même s'il y a de notables exceptions comme la Colombie ou l'Etat du Chiapas au Mexique). Ces mutations ont été analysées par de nombreux spécialistes. Cependant, il ne semble pas qu'elles soient toujours précisément perçues par le public : à propos de l'Amérique « latine » traînent encore beaucoup de clichés en grande partie dépassés.

Les changements dans les relations interaméricaines portent ainsi sur des données directement mesurables (flux d'échanges, investissements, migrants...) ; ils sont aussi orientés par des politiques publiques décidées par des Etats, bien sûr, mais aussi, de plus en plus, par des « organisations non gouvernementales », des groupes de pression, des universités... Enfin, ils répondent à des modifications des perceptions réciproques, déterminées par des éléments culturels aussi importants que le cinéma, la télévision, la publicité, la musique populaire... La politique internationale réagit donc aux intérêts nationaux mais aussi aux groupes locaux, à condition qu'ils soient organisés, et aux « images » positives ou négatives qui sont associées aux pays, aux peuples, aux lieux.

L'analyse des relations interaméricaines présentée dans ces pages part de l'hypothèse que les perceptions réciproques et la construction d'images jouent un rôle aussi important que les politiques ou que des décisions financières ou industrielles. Nous tenterons d'explicitier ce point de vue à partir de l'exemple de la métropole de Miami comme symbole des nouvelles relations interaméricaines. En effet Miami est présentée, depuis quelques années, comme la « capitale des Amériques », ce qui a un sens fort de nouvelle capitale du Nord et du Sud, de métropole capable d'organiser spatialement et politiquement le continent. Il appartiendra à l'étude d'éclaircir cette nouvelle vision américaine et de voir ce qu'elle implique pour l'évolution des relations interaméricaines dans les années à venir, en particulier en termes d'intégration régionale.

Le Sommet de Miami de 1994 — sur lequel on reviendra plus loin — a donné le départ d'une nouvelle construction régionale — il faudrait mettre un R majuscule puisqu'il s'agit de la Région Amérique dans toute son extension méridienne, de l'Alaska à la Terre de Feu — appelée à regrouper théoriquement l'ensemble du continent à l'horizon 2005 : la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). Il conviendra de faire le point sur ce processus d'intégration, dont l'initiative est revenue aux Etats-Unis et d'examiner les problèmes et les difficultés d'une entreprise très vaste qui entre en concurrence avec d'autres projets de construction régionale.

I.— LES CARAÏBES ET L'AMERIQUE LATINE VUES DE MIAMI

Selon l'expression consacrée, « rien ne prédisposait » Miami à devenir la métropole qu'elle est devenue à la fin du XX^{ème} siècle. La zone était à l'origine marécageuse et, derrière les cordons littoraux qui délimitent la baie de Biscayne, les

découvreurs espagnols n'ont aperçu que quelques campements d'Amérindiens qui vivaient essentiellement de pêche. On peut même ajouter que la Floride du Sud, qui apparaît aujourd'hui aux millions de touristes qui la visitent chaque année comme un « paradis », était jusqu'à récemment particulièrement inhospitalière. Chaude en été et infestée de moustiques, elle n'offrait aucun refuge contre les pluies et les ouragans dévastateurs et peu de matériaux de construction.

Une courte histoire et une croissance exceptionnelle

La ville de Miami, dont on a célébré le centenaire en 1996, est née du chemin de fer lancé par le constructeur et promoteur Henry Flagler en vue d'ouvrir des lotissements destinés à de riches Nordistes attirés par le soleil. La première vocation est donc de cure, de villégiature et de tourisme d'hiver, car il faudra attendre le développement de la climatisation pour rendre supportable la chaleur humide de cette zone subtropicale, et plaisant le séjour d'été. Fondée et développée après San Francisco, Los Angeles et bien sûr La Nouvelle Orléans, Miami est la dernière, par la date de fondation, des grandes métropoles des Etats-Unis.

Elle est aussi l'une des plus modernes ou même post-modernes mais il faut savoir que son développement a été marqué, comme pour la plupart des villes américaines, par une succession de bonnes et de mauvaises fortunes, de périodes d'expansion et de dépression, comme précisément la Grande Dépression qui affecta la promotion immobilière avant même le krach de 1929. Plus récemment, une récession très sévère marqua les années 1980 à 1985 quand les tensions ethniques et les émeutes, la criminalité montante, la déconfiture de plusieurs établissements financiers locaux minés par les placements douteux du blanchiment de la drogue, entraînèrent la chute de l'immobilier et une stagnation générale.

De nombreux rapports statistiques, des études géographiques et économiques permettent d'évaluer la puissance montante de la métropole du Sud des Etats-Unis. Ils mettent en premier lieu l'accent sur le fait que cette métropole composée de plusieurs villes et communautés territoriales autour de la baie de Biscayne — dont la ville de Miami elle-même (« centre-ville »), Miami Beach, Coral Gables... — fait partie d'une vaste conurbation du Sud de la Floride qui remonte jusqu'à la hauteur de Palm Beach et qui compte environ 4 millions d'habitants. Les trois pôles importants de cette conurbation sont :

- Miami (population active : 965 000 personnes),
- Fort Lauderdale (633 000 actifs),
- West Palm Beach (437 000 actifs),

selon les statistiques pour 1997 du *Regional Update* (Federal Reserve Bank of Atlanta). Les études soulignent aussi que la métropole de Miami elle-même n'est pas la partie la plus dynamique de la conurbation de la Floride du Sud : West Palm Beach, par exemple, dont la population a un niveau de vie beaucoup plus élevé, connaît un taux de croissance annuel qui se situe, depuis 1993, entre 3,5% et 4,5%, alors que Miami se contente d'un modeste 1,5% à 2,5%, et cela pour des raisons qui seront

évoquées un peu plus loin. Il convient également de remarquer que la « prospérité » de cette Floride du Sud est inférieure à celle de la Floride médiane qui comprend, autour d'Orlando, avec les parcs de loisirs de Disney et le couloir de haute technologie qui conduit au Cap Canaveral, un des pôles de croissance les plus remarquables des Etats-Unis dans la période actuelle.

Mais, comme c'est souvent le cas, la partie est désignée pour le tout et c'est Miami qui est devenue en quelques années le symbole d'une Floride du Sud prospère, entreprenante et conquérante sur les marchés des Amériques. Parfois même, *Miami*, un nom amérindien dont la signification s'est perdue, qui « sonne » bien et résonne au-delà des rivages de la Floride, est pris, par métonymie, et bien sûr par abus, pour l'Etat de Floride dont la population totale est de 15 millions d'habitants et dont le produit est équivalent à celui du Brésil (douzième rang mondial parmi les pays indépendants).

Après avoir rappelé rapidement les racines historiques de la métropole, il convient maintenant de présenter ses fonctions, si importantes, si stratégiques que spontanément lui sont accolés des attributs comme « carrefour des Amériques » ou « capitale des Amériques ».

Une plaque tournante du commerce et des échanges

La station balnéaire et de villégiature ne serait pas devenue une métropole sans le développement des fonctions de port de transit et de distribution des marchandises et des passagers en direction des Caraïbes et, plus largement, de l'Amérique latine. C'est une fonction essentielle, qui explique la croissance très rapide et renforce les aspirations de Miami à « commander » un avant-pays immense et prometteur. Pour acquérir cette position, Miami a su profiter de circonstances favorables comme l'embargo sur le commerce avec Cuba, et a dû s'imposer face à des places concurrentes.

Deux fonctions apparaissent décisives dans le carrefour du Sud de la Floride : la fonction portuaire et la fonction aéroportuaire. Le port de Miami, construit sur des terre-pleins artificiels au milieu de la Baie, a pris une importance considérable puisqu'il est devenu le premier port de conteneurs de l'Etat de Floride devant des installations plus anciennes et réputées comme Jacksonville et Tampa. Pour les trafics de pondéreux, cependant, il n'occupe qu'une place secondaire. Mais, dans un domaine particulier, le trafic de croisières, il est devenu en quelques années le premier port du monde. De grands armements de croisière comme la Royal Caribbean Cruise Line ont leur siège social sur les quais.

L'aéroport de Miami a pris dans les vingt dernières années une importance grandissante sur la carte du trafic aérien des Amériques. S'il ne figure qu'au 7^{ème} rang des aéroports américains par le trafic (33 millions de passagers) en 1996, plusieurs indicateurs sont remarquables : depuis 1990, c'est celui dont la croissance annuelle est la plus forte ; et c'est un aéroport très international, puisque c'est le deuxième aéroport des Etats-Unis, après John Fitzgerald Kennedy à New York, pour le trafic international

des passagers (43 % de ses passagers sont sur des vols internationaux) et le premier pour le fret international.

Ainsi, dans ces deux domaines essentiels, la position de Miami comme carrefour s'est renforcée à un point tel qu'elle s'impose maintenant pour les connexions et les échanges. C'est la notion de point de contact et d'échange (*hub* en anglais) utilisée dans les transports et l'informatique qui caractérise le mieux cette position centrale, comme l'axe ou le pivot d'une roue d'où partent les rayons, sens premier du mot. Les interlocuteurs rencontrés parlent spontanément de carrefour (*crossroads*, A. Moss), de plaque tournante (*hub*) ou de point de rencontre (*meeting point*, I. Griffith) ou encore de centre de gravité (P.A. Ballu)¹. Mais ces affirmations justes et tout à fait visuelles méritent d'être précisées et replacées dans une perspective géohistorique.

En effet, au départ, la situation de Miami n'est pas favorable : elle se trouve totalement excentrée par rapport aux grands bassins d'activité industrielle de la Côte Est, du Middle West ou encore de la Californie, qui font la force du pays. La station touristique est alors franchement périphérique et son isolement relatif correspond bien à sa fonction de lieu de retraite dorée ou de vacances exotiques. Pour que la Floride du Sud devienne peu à peu un axe de croissance et un lieu d'échanges, il a fallu la reconquête des Suds américains : la découverte et l'industrialisation de la « Sun Belt » depuis les Carolines jusqu'à l'Alabama. A cet égard, la Floride est bien le dernier-né des nouveaux Suds. Mais il a fallu également une lutte commerciale acharnée avec des zones portuaires et aéroportuaires nombreuses telles que La Nouvelle Orléans, Tampa ou Savannah et, dans l'intérieur, Atlanta, la grande et vraie capitale du Vieux Sud. Enfin, dernier point, fondamental, il a fallu que la Floride du Sud « rencontre » les Caraïbes, l'Amérique centrale et l'Amérique latine. C'est aux diverses formes de cette rencontre qu'est consacrée la section suivante.

Miami carrefour des Amériques

L'examen d'une carte montre que la péninsule de Floride s'avance largement en direction du Sud entre l'Océan Atlantique à l'Est et le Golfe du Mexique à l'Ouest. Dans sa partie Sud, elle s'approche du Tropique du Cancer, et Miami n'est qu'à 350 km de La Havane et à 800 km de la côte du Yucatan (Mexique). Cette disposition géographique amène à parler d'un « pont » naturel avec le monde caraïbe et plus généralement avec l'Amérique latine. Il convient de rappeler d'ailleurs que la Floride, explorée dès les années 1530, fit partie de l'Empire espagnol jusqu'à sa vente aux Etats-Unis en 1819. On peut donc estimer que cet Etat, le plus méridional des Etats-Unis, a une « vocation » à entretenir des relations avec les archipels de la Caraïbe (Antilles et Bahamas) et avec le continent sud-américain qui lui fait vis-à-vis.

¹ Tous les entretiens se sont déroulés à Miami en décembre 1997. Ambler Moss est directeur du North-South Center de l'Université de Miami. Ivelaw Griffith est professeur de science politique à la Florida International University, Miami. Pierre-Antoine Ballu est chargé de mission au Poste d'expansion économique de la France à Miami.

Cependant cette vocation a été pendant longtemps inexploitée. Alors que les ports de New York ou de La Nouvelle Orléans entretenaient un commerce actif et des liens financiers avec les Grandes Antilles et avec les ports de toute la zone circum-caraiïbe, le Sud de la Floride s'en tenait à sa vocation de zone de villégiature, attirant les riches retraités et les artistes. Aux origines du démarrage, on peut citer les premiers vols de la compagnie aérienne Panamerican Airways qui reliait La Havane à Miami (avec des hydravions). Mais le véritable décollage se fait après la Révolution cubaine, quand la ville se remplit de réfugiés politiques et économiques en provenance de la grande île voisine. A Miami, le dicton veut que la métropole ne serait pas devenue ce qu'elle est sans les Cubains, et c'est en grande partie avéré.

La migration cubaine a apporté dans un premier temps une population motivée, bien formée et prête à redémarrer dans le commerce ou les affaires, mais sans nécessairement s'intégrer immédiatement au creuset américain pour deux raisons : parce que ces exilés conservaient l'espoir de retourner au pays le jour où la dictature communiste tomberait — le fait de rester à proximité de la Grande Ile était le signe de cette volonté de retour et aussi de fidélité à un mode de vie « tropical » et très hispanique. La deuxième raison provenait de leur grand nombre. Rapidement les « Anglo-Saxons » se sont trouvés débordés et la langue espagnole est devenue courante dans la vie quotidienne et les transactions. Aujourd'hui, 55% de la population du comté de Dade (qui peut passer pour une approximation statistique de la zone métropolitaine de Miami, mais sans Fort Lauderdale qui appartient au comté de Broward).

Les Cubains ont non seulement apporté leur savoir-faire et leur esprit d'entreprise mais canalisé des fonds fédéraux importants : aides et subventions, sur lesquelles les différents gouvernements de Washington n'ont jamais lésiné. Un auteur signale cette forme de financement — en particulier le Cuban Refugee Program — comme une des causes les plus directes du décollage économique. Il mentionne d'ailleurs, parmi les sources de ce financement public, la sollicitude intéressée de la CIA pour les réfugiés cubains (Grosfoguel 1995). Toujours est-il que les Cubains se sont insérés dans de nombreux secteurs de la vie active, professions libérales, commerce, universités, emploi tertiaire en général. Le quartier de Little Havana, situé selon l'axe de la rue 8 South West (Calle Ocho) est le symbole de cette diaspora entreprenante qui souhaite conserver un cadre franchement cubain en attendant l'hypothétique retour dans l'île.

Miami, ville multiculturelle

Cependant l'immigration cubaine des années soixante n'a été rétrospectivement que le premier signal d'un mouvement de fond qui a transformé la composition ethnique de l'agglomération et qui lui a donné une dimension caraïbe et *latina*. En effet plusieurs vagues d'immigration sont venues battre les côtes de la Floride du Sud à partir du début des années soixante. Dans les années 1980-86, la

crise des *boat people* haïtiens, engendrée par la dictature et la déconfiture du régime des Duvalier, apporte quelques dizaines de milliers de pauvres gens, mal acceptés au départ à cause de leur couleur et de leur misère. Les journalistes et les analystes mettent bien en évidence la différence de traitement entre l'accueil réservé aux Cubains, victimes d'une dictature de gauche, et les Haïtiens, victimes d'un régime de droite.

Les Cubains réfugiés en 1980, à la suite d'un exode massif et d'un transbordement organisé depuis le port de Mariel à l'Ouest de La Havane (d'où le surnom de *Marielitos* qu'on leur a appliqué) possédaient des caractéristiques tout à fait différentes de la première vague de migrants. Au lieu de cadres, de membres des professions libérales, c'étaient plutôt des représentants des classes populaires de La Havane auxquels le régime castriste avait ajouté des éléments douteux ou marginaux, pour discréditer l'exil et en même temps se débarrasser des « asociaux ». L'accueil qui leur fut réservé fut nettement moins chaleureux que dans le premier cas, parce que les autorités locales et nationales craignaient une invasion de pauvres et une dégradation de l'image de la ville. Plus concrètement, il fallait voir également dans ces réactions la peur des « Anglo » de se retrouver minoritaires dans leur ville.

Ces vagues de migration se sont reproduites en plusieurs occasions : à la suite des guerres en Amérique centrale dans les années 1980, qui fournirent leurs contingents de réfugiés, cette fois de toutes nuances politiques. Les victimes des deux bords ainsi que les possédants qui souhaitaient mettre leurs biens en sûreté et assurer l'éducation de leurs enfants se retrouvèrent dans le *melting pot* du Sud de la Floride. Récemment encore, la crise des *balseros* cubains de 1994 (réfugiés quittant l'île sur des radeaux et des bouées et voguant dans le dangereux détroit de Floride) a apporté quelques milliers de nouveaux venus. La politique d'immigration américaine, tantôt sévère, tantôt plus souple (en particulier lors des régularisations collectives) a dû composer avec ces crises.

Il est résulté de cette histoire d'immigration un changement majeur de la composition ethnique de la métropole. Les chiffres du dernier recensement de la population américaine, qui remonte déjà à 1990, ne donnent qu'une image approximative de la situation. La proportion de population « anglo » a nettement baissé (22 %) tout comme la population juive (10 %) : dans ces deux cas il y a même eu une chute en valeur absolue, ce qui signifie une émigration vers d'autres comtés ou d'autres Etats. La population noire a légèrement augmenté (21 %) mais c'est la population de langue espagnole qui a « explosé », avec 45 % du total (Boswell 1994, 1995). On estime qu'aujourd'hui elle représenterait 55 %. Le professeur Boswell² réalise à l'heure actuelle des enquêtes par sondage à partir de diverses bases de données de l'Administration pour affiner ces estimations.

T. Boswell distingue deux étapes : une première étape jusque vers 1980 environ, marquée par une « cubanisation » de Miami, et une deuxième étape caractérisée par un phénomène plus général de « latinisation » de la population

² Département de Géographie, Université de Miami.

métropolitaine — qui n'exclut pas l'élément cubain, au contraire. En effet les Cubains demeurent le premier groupe national, loin devant tous les autres : en 1990 ils représentaient encore 59 % de l'ensemble de la population de langue espagnole et 70 % d'entre eux — dont un bon nombre a acquis la nationalité américaine — étaient nés à Cuba. Les autres groupes nationaux représentés dans la métropole étaient, dans l'ordre d'importance numérique décroissant : les Nicaraguayens, les Portoricains, les Colombiens, les Dominicains, les Mexicains, les Honduriens et les Péruviens. Ensuite viennent des groupes plus restreints mais qui représentent pratiquement toutes les nations d'Amérique latine et caraïbe³.

Cette population de la métropole en constante modification pose des problèmes intéressants sur le plan sociologique, sur le plan politique, sur le plan spatial. L'expansion ou la rétraction de certains groupes, leur « visibilité » plus ou moins grande dans certains domaines (les arts, le journalisme, la politique...), leur concentration dans certaines municipalités ou certains districts ou au contraire leur dispersion font l'objet de commentaires passionnés et l'on constate que les professeurs des universités de Miami ne manquent pas de sujets de mémoires et de thèses à proposer à leurs étudiants issus des diverses « communautés ». Il n'est possible ici que d'offrir au lecteur quelques généralités, sans doute sujettes à vérifications et à discussions.

En premier lieu, il convient de noter que les barrières ethniques et nationales demeurent assez fortes dans l'ensemble et que, par conséquent, on se retrouve plutôt entre membres d'une même communauté, d'où cette impression de « ville froide » ressentie par de nombreux observateurs. Autant les relations peuvent être intenses dans la communauté, autant elles restent anonymes et sans chaleur avec les autres communautés. En deuxième lieu, le sentiment d'avoir été victime d'un « envahissement » persiste dans les groupes devenus minoritaires et donne lieu à des manifestations de mécontentement. Dans le cas des Noirs, ce sentiment va parfois jusqu'au désespoir et à la révolte parce qu'ils ont l'impression d'avoir été injustement déplacés de l'organisation d'une ville où ils étaient présents dès le début. Dans le cas des Blancs, Anglois ou Juifs, les sentiments ne sont pas moins mêlés parce qu'ils forment des communautés relativement peu unies. En effet, les chiffres stagnants ou déclinants de ces groupes cachent des mouvements complexes : de vastes flux d'émigration vers le Nord ont été compensés en partie par l'arrivée de nouveaux venus en provenance de nombreux Etats (Middle West, Texas, Californie), qui ont pris des places de cadres ou de techniciens dans les activités nouvelles de la ville avec parfois des contrats à durée relativement courte (deux ou trois ans)⁴. Il convient encore de

³ De nombreux commentaires pourraient être faits sur ces classements de population : on note par exemple qu'apparaissent les Portoricains, latins par la langue mais Américains par la citoyenneté. Les Haïtiens sont classés parmi les Noirs alors que leur communauté se distingue nettement des Afro-Américains. Par ailleurs, parmi la population cubaine classée globalement comme latine, il y a beaucoup de Noirs...

⁴ C'est le cas des professeurs et des chercheurs des universités de la ville, qui ont occupé des centaines de nouveaux postes créés dans les dix dernières années.

mentionner les minorités étrangères, moins nombreuses mais en croissance, venant d'autres régions que les Caraïbes et l'Amérique latine : Canadiens, Européens, Arabes, Indiens, dont les champs d'activité sont très divers (banque, restauration, commerce...).

Ce chassé-croisé de populations ne favorise pas une cohésion dont le principe reste à trouver. L'expression de « creuset culturel » (*melting pot*) couramment utilisée a des limites qu'il convient de souligner. Pourtant les spécialistes font remarquer qu'en ce qui concerne la deuxième génération, l'intégration, au moins linguistique, est évidente : contrairement à ce qu'on pourrait supposer, les enfants des Cubains, Haïtiens, Nicaraguayens, utilisent largement l'anglais. En raison de l'influence de l'école en anglais, l'usage de l'espagnol se dégrade rapidement dans la jeunesse, pour se transformer en un vernaculaire à valeur sentimentale mais sans vraie profondeur (travaux en cours de T. Boswell et A. Stepick).

Ce point important est corroboré par quelques observations à première vue surprenantes. On entend *parler* espagnol à tout moment dans la Ville, mais on remarque que les cinémas ne proposent pas de films en espagnol, qu'il n'y a pratiquement pas de livres en espagnol dans les librairies des grandes chaînes, que dans les universités très peu de cours sont donnés en espagnol... Il y a donc un manque d'offre en espagnol car il semble que la demande soit peu assurée. L'usage de l'espagnol, qui aurait pu être le « marqueur » principal de la communauté « hispano » ou « latino », paraît donc fragile. Le résident latino est très passif en ce qui concerne sa langue et il semble bien qu'il ait accepté l'idée implicite que l'anglais était la langue de l'ascension sociale et de ce fait un passage obligé et finalement normal, sinon pour lui, assurément pour ses enfants.

Sur le plan de la composition ethnique, la métropole apparaît donc comme un organisme très dynamique mais complexe. Miami est une des grandes villes du monde réellement multiculturelles — il en existe assez peu : on pense à Montréal, à Los Angeles, à New York bien sûr : *latina* et aussi caraïbe, et aussi noire et blanche. Chacun de ces segments a sa spécificité, sa trajectoire propre. Les Latinos majoritaires en nombre sont dominés par les Cubains et par le problème des rapports entre une constellation de nationalités. Les Caraïbes, moins nombreux (si l'on met les Cubains à part) sont eux aussi éclatés en diverses communautés. Les Noirs, communauté ancienne, sont caractérisés par une moindre mobilité. Quant aux Blancs, il faut bien mettre en évidence que beaucoup sont des nouveaux venus, arrivés des Etats du Nord ou d'Europe. Ce tableau confirme bien que la métropole est un point de rencontre entre Nord et Sud, termes à prendre géographiquement et métaphoriquement.

Du comptoir commercial à la « Capitale des Amériques » ?

Les fonctions de relais commercial de Miami ont pris, comme il a été mentionné plus haut, une importance considérable dans la dernière période. Ce qui n'était au

départ qu'une activité embryonnaire, marginale par rapport au tourisme et à la villégiature, est devenu un des axes les plus forts de développement de la métropole même si, on le verra, le tourisme continue à croître rapidement et à renforcer l'image de la ville et sa présence économique et symbolique sur le plan international. Plusieurs raisons ont contribué à confirmer la place de Miami comme centre de gravité du commerce entre les Etats-Unis et les Caraïbes, entre les Etats-Unis et l'Amérique latine.

Parmi ces raisons, il faut certainement compter les nouvelles conditions techniques du transport tant aérien que maritime, qui conduisent à accélérer les rotations des navires et des avions, à limiter les longs transports par mer et à créer des plate-formes de dispatching du fret équipées des dispositifs les plus récents et les plus efficaces (ponts élévateurs pour conteneurs, informatique très puissante pour coder les opérations et suivre des millions de mouvements de conteneurs ou de fret aérien). Il faut également prendre la mesure des effets de concurrence entre les ports et les aéroports, tant dans les avant-pays que dans les arrière-pays et, de ce point de vue, Miami s'est largement imposée et a arraché à d'autres de larges parts de marché, surtout dans le transport aérien.

L'expansion commerciale repose aussi sur les données objectives des économies qui sont mises en relations par les liens de transport et d'échanges. Sur le plan de l'offre, c'est bien évidemment du côté de l'arrière-pays américain que réside la force de vente, en particulier en ce qui concerne les biens manufacturés. Les produits qui viennent en tête des exportations de la Floride sont les machines et les ordinateurs, l'équipement électrique et électronique, les équipements de transport, les produits chimiques et les engrais, et les instruments scientifiques. Sur le plan de la demande, c'est le Bassin des Caraïbes au sens large qui représente l'essentiel de la clientèle de Miami : Grandes Antilles et Petites Antilles, Bahamas, Amérique centrale, pays bordiers des Caraïbes (Colombie, Venezuela) auxquels s'ajoutent les Guyanes (Guyana et Suriname). Le Mexique, qui jouxte les Etats-Unis par le Texas et la Californie, échappe presque complètement à son influence commerciale. Quant aux pays d'Amérique du Sud, leurs liens avec Miami vont croissant mais cette porte d'entrée n'est pas pour eux la seule possible et n'occupe pas une place dominante.

Ainsi le pôle de Miami apparaît de plus en plus actif mais extrêmement spécialisé dans ses types de trafic (rôle d'entrepôt et de redistribution) et dans son orientation géographique vers le Bassin des Caraïbes et partiellement l'Amérique latine. Ce qui amène à poser la question fondamentale de l'importance des fonctions de commandement qu'impliquerait la notion de « capitale », souvent mise en avant pour des raisons essentiellement publicitaires (Nijman 1997). En effet, si la place de la métropole comme porte d'entrée et de sortie (*gateway*) privilégiée des Etats-Unis pour les Caraïbes et l'Amérique latine est confirmée (en particulier par élimination ou subordination de places concurrentes), il n'en ressort pas obligatoirement qu'elle joue un rôle politique effectif dans l'espace américain.

Examen des fonctions stratégiques et de commandement

Le professeur Nijman de l'Université de Miami montre, dans les études remarquables qu'il a conduites sur la métropole de Miami, les paradoxes dus à sa position entre le Nord et le Sud :

- parce qu'elle est une ville isolée au sud des Etats-Unis, la métropole se situe assez bas dans la hiérarchie des grandes métropoles d'Amérique du Nord, que l'on mesure son rang en termes de connectivité des réseaux (transports, télécommunications) ou de puissance financière ou industrielle.

- pourtant, en raison de sa taille désormais importante, de la composition muticulturelle de sa population, de la composante de plus en plus internationale de son économie, de ses relations privilégiées avec le Sud, beaucoup d'analystes lui confèrent spontanément une vocation de « capitale » au sens de « ville mondiale » (Sassen, 1991). Nijman affirme que Miami est passée du statut de ville moyenne du Sud américain à celui de « métropole nordique de l'Amérique latine » (Nijman 1996 : 14) et il cite une assertion journalistique de *Time Magazine* en forme de prédiction :

Si la décennie quatre-vingt, celle des fortunes follement rapides, a été la décennie de New York et de Wall Street, la décennie quatre-vingt-dix, celle de la mondialisation, sera celle de la « Hong Kong de l'Amérique latine » : Miami, posée au bord du bassin de croissance le plus performant du Nouveau Monde (*Time*, 6 septembre 1993, cité dans Nijman 1996 : 8).

L'intérêt stratégique de Miami par rapport à l'ensemble des Amériques est prouvé par un certain nombre de faits récents. On note en premier lieu l'établissement à Miami et dans sa région métropolitaine des divisions latino-américaines de grandes firmes multinationales comme Inter-Continental Hotels, Eastman Kodak, Lucent Technologies (une filiale de Bell travaillant dans les équipements électroniques), Pepsi Cola... Dans le domaine de la banque, les succursales de grandes banques américaines (Citibank) ou européennes (ABN-AMRO, Bilbao-Vizcaya) se sont multipliées dans les dernières années. Miami est le siège de cabinets de consultants, dont un petit nombre, comme Steel, Hector and Davis, sont originaires de Floride. Des districts d'affaires, avec les inévitables gratte-ciel de 30-40 étages, se sont structurés le long de Brickell Avenue et de la rivière de Miami et, plus récemment, dans l'élégante cité de Coral Gables.

La localisation à Miami de bureaux de firmes européennes qui veulent travailler sur la région apporte une confirmation à cette tendance car, en venant s'installer dans la métropole américaine, elles profitent à la fois de la croissance de la métropole elle-même et du réseau commercial et de transports qu'elle a développé en direction du Bassin des Caraïbes. Alors qu'il y a quelques années elles auraient pu opter pour des places comme Mexico, Caracas ou San Juan de Puerto Rico, aujourd'hui le choix paraît plus aisé. Il est à noter que les représentations officielles des pays européens suivent le mouvement. Ainsi plusieurs consulats se sont adjoint un bureau de représentation commerciale. C'est le cas de la France, qui possède à Miami un

dispositif de représentation tout à fait exceptionnel : en effet, le Consulat général regroupe également le Poste d'expansion économique dans ses bureaux de la prestigieuse One Biscayne Tower.

Sur le plan militaire, une décision importante a été prise en 1996, celle de relocaliser à Miami le fameux Commandement Sud des quatre Armes (Southern Command), installé dans la zone du canal de Panama, dans la perspective désormais proche du retour complet de cette zone à la République de Panama (1999). A cet effet, des bâtiments d'état-major sont en construction à proximité immédiate de l'aéroport international. Ce commandement militaire emploiera plusieurs centaines de personnes et fournira des millions de dollars de contrats à l'économie locale (Viglucchi, 1996). D'autre part, dans le port de Miami se situe un état-major stratégique des Coast Guards, qui couvre toute la zone de la Caraïbe occidentale, c'est-à-dire en particulier la surveillance des frontières maritimes avec les Bahamas, Cuba et aussi avec la République d'Haïti qui a, par un traité, délégué la responsabilité de l'interception des *boat people* aux Américains. En décembre 1997, le président Clinton venait personnellement féliciter les garde-côtes pour leur travail ardu, qui comprend en outre la détection et les saisies de drogue sur mer et dans les airs.

Dans le domaine universitaire, on a assisté à une montée en puissance de la Florida International University (FIU), jeune université publique (fondée en 1972) qui concurrence dans certaines disciplines la vieille University of Miami (fondée en 1926). Par exemple, le Centre d'étude des cyclones a une vocation régionale d'étude et de prévention des catastrophes naturelles. La place particulière des études caraïbéennes et latino-américaines dans les deux universités principales de Miami mérite d'être soulignée. A la FIU, le Centre d'études latino-américaines et caraïbes (LACC) revendique une centaine de chercheurs spécialistes de la région. Il a renforcé considérablement son potentiel de recherche et d'expertise dans les années récentes. Une liste des chercheurs avec leurs spécialités montre que pratiquement tous les pays, y compris les plus petits, sont couverts, avec indéniablement la Caraïbe comme point fort. Après le Sommet des Amériques (1994), un centre spécialisé sur les questions d'intégration régionale a été établi en son sein. Le LACC publie la revue *Hemisphere*, qui s'adresse plutôt au grand public cultivé. Il consacre beaucoup d'effort à l'enrichissement d'un site Internet très complet.

A l'Université de Miami, un important centre de recherche, le North-South Center, fondé en 1984, regroupe une vingtaine de chercheurs travaillant essentiellement sur les questions politiques en Amérique latine et dans la Caraïbe. Il organise régulièrement des séminaires et des conférences sur des sujets d'actualité. Ses publications sont nombreuses et variées : des ouvrages de recherche ou les actes des conférences, une revue scientifique de référence sur les relations internationales, le *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, et des séries d'études consacrées à des pays (Cuba, République Dominicaine, Pérou...). Créé pendant la présidence de Reagan, ce Centre a bénéficié pendant les premières années de subventions importantes du gouvernement fédéral. Par la suite, l'administration démocrate a été moins généreuse. Une dépendance trop grande vis-à-vis des fonds

gouvernementaux et une polarisation trop marquée sur la question cubaine ont quelque peu affaibli le Centre, situation à laquelle le directeur, un professeur de droit ayant occupé des responsabilités diplomatiques, tente d'apporter des corrections.

Sur le plan de l'information et des moyens de communication de masse, il convient de mettre en relief la place de la chaîne Univision (en espagnol) qui rayonne largement par ses programmes populaires et de divertissement sur toute l'Amérique latine. Le puissant journal local *The Miami Herald* tente de couvrir la région Amérique Latine-Caraïbes, mais il est douteux qu'il y parvienne très bien, même avec le renfort de son édition en espagnol *El Nuevo Herald*, qui n'est guère qu'une traduction de l'édition anglaise. Par contre, la revue d'affaires *Latin Trade*, qui tire à 80 000 exemplaires (dont 35 000 abonnements), offre un moyen d'information spécialisé de qualité sur les investissements en Amérique latine, avec, il est vrai, beaucoup de pages de publicité rédactionnelle.

On ajoutera des fonctions de prestige et de représentation qui sont très caractéristiques d'une grande métropole à l'échelle des Etats-Unis : la présence d'une équipe professionnelle de base-ball faisant partie des Grandes Liges, d'un orchestre symphonique, de grandes expositions commerciales, l'organisation de congrès... Tous les événements sportifs et culturels, toutes les manifestations commerciales et autres prennent une ampleur plus grande ici qu'ailleurs en raison de l'internationalisation accélérée de l'économie métropolitaine et en fonction de la place de Miami comme pôle touristique majeur, données fondamentales sur lesquelles on reviendra dans la dernière section de l'étude. Pourtant, en dépit du caractère « stratégique » de certaines des fonctions analysées, il demeure des doutes sur la réalité exacte du pouvoir de commandement d'une place comme Miami par rapport à un continent aussi vaste que les Amériques, prises dans leur globalité. L'analyste doit reconnaître que Miami est aujourd'hui plus qu'un « comptoir commercial », formulation utilisée dans l'excellent rapport rédigé il y a quelques années par A. Reperant (PEE 1992). Mais est-elle pour autant devenue la « capitale des Amériques » comme le veut le slogan ressassé à l'envi ?

Les limites du pouvoir directionnel de la métropole

Les fonctions de commandement urbain sont couramment définies par un certain nombre de critères classiques que l'on retrouve dans la plupart des études : le nombre de sièges sociaux de sociétés, la capitalisation financière des banques, la présence de services supérieurs ou rares, auxquels on ajoute souvent des mesures de connectivité des réseaux de transport ou de flux de communication (Claval et Sanguin 1997). En utilisant ces critères et ces mesures, I. Nijman a montré clairement que « Miami semble fonctionner comme un nœud intermédiaire dans le réseau des firmes, dans la mesure où le gros des bureaux de sociétés multinationales américaines ou européennes [présentes à Miami] sont de petites branches locales qui administrent les ventes et la commercialisation en direction de l'Amérique latine » (Nijman 1996 : 16). Il

insiste sur le fait que les décisions ne sont généralement pas prises à Miami mais dans les métropoles du Nord ou en Europe.

Il en va de même dans le domaine financier, car la capitalisation financière de la place est modeste : environ une dizaine de milliards de dollars, d'après les estimations courantes, ce qui la place très loin derrière New York ou Chicago. D'autre part, Miami ne possède pas de bourse. Les banques locales ont connu des difficultés dans les années 1980 et la restructuration dans ce secteur vient tout juste de s'achever. Il convient d'ajouter qu'à Miami l'activité bancaire est orientée vers les services de banque privée plutôt que vers les affaires et les investissements, ce qui donne à la place une grande spécificité. Les banques de Miami travaillent essentiellement avec les dépôts placés par la « clientèle privée » latino-américaine, qui voit dans ces placements un refuge et une sécurité. Ce secteur paraît florissant quoique fluctuant en fonction des conjonctures des pays en question. Mais il est très difficile d'en estimer l'importance exacte⁵.

Dans les années 1970 et 1980, certains des placements à Miami provenaient directement du trafic de drogue : ils restaient sagement dans les banques avant un blanchiment adroit ou étaient convertis en placements immobiliers et en consommation de luxe. A la suite de l'assainissement et de la restructuration qui ont accompagné le contrôle sur les dépôts (en particulier les dépôts en liquide), on peut penser que l'argent déposé à Miami est un argent « propre » dans sa provenance directe au moins, car de façon indirecte le filtrage des services officiels fonctionne certainement très mal. L'argent « vraiment sale » est dirigé en priorité, désormais, vers les nombreux « paradis fiscaux » disponibles dans toute la région des Caraïbes, de Panama à Antigua, en passant par les îles Caïmans, sur lesquels il est pratiquement impossible d'obtenir une information solide⁶. Mais il est clair que, « loin d'être un centre de commande financier comme New York, Miami joue plutôt un rôle de réceptrice de capitaux provenant de l'Amérique latine » (Nijman 1997 : 91).

Quelques indications portant sur les échanges téléphoniques entre New York et Miami tendent à montrer que Miami reçoit beaucoup plus d'appels qu'elle n'en envoie en direction de la métropole du Nord, ce qui tendrait à prouver que Miami est beaucoup plus receveur d'ordres que donneur d'ordres. Tout cela confirme que Miami, en dépit d'une ascension évidente dans la hiérarchie des systèmes urbains, ne fait pas — pas encore ? — partie du club restreint des « villes mondiales », celles qui concentrent les pouvoirs de commandement en des lieux stratégiques. Mais, si Miami

⁵ Il s'agit de dépôts faits à titre privé mais il est très courant que des hommes d'affaires latino-américains, entrepreneurs, grands propriétaires fonciers, utilisent ce canal pour dissimuler ou protéger leurs avoirs. Des informations recueillies par l'auteur dans des pays comme le Venezuela et la République Dominicaine montrent une grande variété de pratiques dans ce domaine. La presse de ces pays soulève aussi de temps à autre quelques coins du voile lorsque des scandales éclatent.

⁶ S'il est certain que la métropole a pu bénéficier à une époque d'apports financiers douteux, il ne faut pas exagérer l'influence de cette manne dans le fonctionnement de l'économie locale, comme le fait R. Grosfoguel, qui accorde également une importance disproportionnée aux effets des « investissements » de la CIA à Miami et dans la région des Caraïbes (Grosfoguel 1995).

n'a pas encore tous les atouts pour être une ville mondiale, peut-elle aspirer à devenir « la capitale des Amériques » ?

II. — LE SOMMET DE MIAMI ET L'INTEGRATION DES AMERIQUES

Perceptions of the role of the nation state are changing as different kinds of integration, formal and informal, move to the forefront of modern economic developments. In its crudest form this represents a recognition that less sovereignty may, in many circumstances mean more prosperity.

IRELA

La nouvelle donne des relations interaméricaines

L'attention s'est portée sur Miami à l'occasion du Sommet des Amériques qui s'est tenu dans cette ville du 9 au 11 décembre 1994. Ce fut là le moment culminant d'une initiative diplomatique en direction de l'Amérique latine et des Caraïbes dont l'origine se situait quelques années plus tôt avec l'Initiative « Entreprise pour les Amériques » du président Bush et la mise en place de l'Association de libre-échange de l'Amérique du Nord (ALENA). Alors que l'Initiative du Bassin des Caraïbes (Caribbean Basin Initiative, CBI) mise en place par le président Reagan (1984) se situait encore nettement dans un contexte de guerre froide marqué par l'invasion de la Grenade (1983) et les guerres au Nicaragua et au Salvador, l'Initiative « Entreprise pour les Amériques » (1990), qui n'eut pas de concrétisation notable au niveau institutionnel, préparait des négociations à l'échelle de l'ensemble américain pour rapprocher les économies par la voie du libre-échange. C'était un tournant marquant des relations interaméricaines qui a été peu perçu et presque pas analysé à l'époque.

Les relations interaméricaines ont été en effet caractérisées pendant pratiquement toute l'histoire contemporaine par des tensions qui se sont manifestées par de l'incompréhension, des occupations militaires, des tentatives de déstabilisation et des manipulations ourdies au Nord et enfin une lutte sans merci entre la puissance du Nord et l'Etat socialiste cubain érigé en symbole du nationalisme latino-américain. Toute cette tension, tous ces affrontements, encore récents, qui ont laissé des plaies

vives, ont parallèlement été accompagnés par un rapprochement et une coopération au moins nominales à l'intérieur du système panaméricain, dont la trajectoire heurtée a été rappelée ailleurs (Lowenthal 1987 ; Valladao 1995). Ces auteurs ont raison de rappeler les deux versants d'une relation de confrontation et de coopération, faite le plus souvent de méconnaissance de l'Autre et de préjugés, fondés sur des notions de supériorité technique, ethnique, religieuse héritées du 19^{ème} siècle et qui ont perduré très longtemps. Au racisme et à la volonté de domination du Nord répondaient le mépris et le chauvinisme étroit des nations faibles et éclatées au Sud.

Le panaméricanisme, né dans les années 1880-1890, ce qui en fait le plus ancien mouvement de coopération inter-étatique du monde moderne, reposait sur une volonté de collaboration intellectuelle, technique et pratique entre des nations qui étaient *des républiques* (à l'opposé des empires et des royaumes du Vieux Continent) et qui pensaient incarner le progrès et la modernité. Cependant il faut reconnaître que cette idéologie dépassa rarement les cercles diplomatiques, les milieux universitaires (Institut panaméricain d'histoire et de géographie), les institutions spécialisées (Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture, Organisation panaméricaine de la santé), tant il était vrai que le discours démocratique et altruiste tenu au Nord était constamment bafoué par la réalité de l'expansion des intérêts financiers et la brutalité des expéditions militaires au Sud. D'où le désintérêt général pour l'organisation qui garde l'héritage du panaméricanisme, l'Organisation des Etats Américains, créée en 1948 à Bogotá et installée à Washington « pour maintenir la suprématie des Etats-Unis », comme le note le meilleur spécialiste de la question (Lowenthal 1987 : 27)⁷.

Le retournement de situation est dû à une série de facteurs qui tiennent aux évolutions respectives des partenaires au Nord comme au Sud. La fin de la guerre froide a permis l'apaisement des conflits d'Amérique centrale (Nicaragua, El Salvador, Guatemala) mais n'a cependant pas abouti dans le cas de Cuba à une normalisation des rapports avec le régime communiste. L'évolution idéologique a donc des limites pour les relations interaméricaines. On verra que la question cubaine demeure une épine douloureuse pour la politique américaine et, objectivement, un frein au rapprochement dans les Amériques. La politique du président Clinton se situe dans le prolongement de la politique extérieure d'un Bush mais est marquée par davantage de pragmatisme à l'égard de l'Amérique latine et de la Caraïbe, à laquelle elle n'accorde, d'ailleurs, pas de vraie priorité. Pour en donner un exemple, il suffit d'évoquer l'affaire d'Haïti, où Clinton a longtemps hésité avant d'intervenir pour rétablir le président Aristide (1994) alors que Bush n'avait pas tergiversé devant une expédition délicate au Panama pour chasser Noriega.

La vraie transformation des relations interaméricaines dans la période post-guerre froide se situe précisément dans le glissement des enjeux du terrain politique et militaire au terrain commercial et économique. Aux yeux des responsables des grandes sociétés américaines, l'Amérique latine reprend sa place de marché privilégié

⁷ Il est bon de rappeler que la France a un statut d'observateur permanent auprès de l'Organisation et qu'elle délègue un ambassadeur à Washington, fait souvent méconnu ou oublié.

et de zone d'investissements profitables parce que la situation économique de plusieurs pays a été assainie et que les grands équilibres économiques ont été retrouvés dans les années 1990. L'Amérique latine et les Caraïbes sont redevenues la première zone d'exportation de marchandises pour les Etats-Unis, avec 97 milliards de dollars en 1996 (40 % du total des exportations nord-américaines), ce qui représente environ deux fois le marché européen ou encore les marchés additionnés du Japon, de la Chine et de l'Asie orientale. Le représentant commercial des Etats-Unis estime d'ailleurs que cette région a le potentiel de croissance le plus fort à l'horizon de 2010 (IRELA, 1997b).

Ainsi est confirmée l'idée de « pays émergents » qui rejoignent, dans l'esprit des investisseurs, le groupe des pays asiatiques florissants. C'est le cas pour le Brésil, l'Argentine, le Chili et bien sûr le Mexique qui fait depuis 1994 partie de l'ALENA. Ces responsables savent bien que tous les pays d'Amérique latine ne se rangent pas dans cette catégorie mais ils pensent que les tâches de reconstruction dans les pays qui avaient été touchés par la guerre ou des crises graves (pays d'Amérique centrale, Haïti...) peuvent offrir des occasions d'affaires intéressantes. De toute façon la zone du Bassin des Caraïbes appartient naturellement, de leur point de vue, à la sphère d'intérêts nord-américaine.

La politique étrangère des Etats-Unis vis-à-vis de l'Amérique latine, dont le caractère souvent incohérent a été dénoncé par nombre d'observateurs perspicaces — A. Lowenthal (1987), M. Castro (1995), W. Smith (1996) — acquiert tout de même, peu à peu, une orientation différente. La grande politique de l'endiguement du communisme est abandonnée au profit d'une attention beaucoup plus grande portée à la conquête de marchés. Cela entraîne plusieurs conséquences. En premier lieu, l'accent n'est plus mis sur les stratégies militaires appuyées sur des régimes à la solde mais plutôt sur une surveillance de type policier privilégiant le contrôle de tous les dangers qui, dans l'esprit des Nord-Américains, peuvent mettre en péril la maison Amérique : commerce et production des drogues, migrations illégales, terrorisme, risques climatiques et atteintes à l'environnement...⁸.

Deuxième conséquence, l'aide au développement qui, dans la politique antérieure, était le complément humanitaire et social de l'appui aux régimes forts anticommunistes, n'est plus jugée très utile. L'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) et d'autres agences gouvernementales comme l'Inter-American Foundation (IAF) sont restructurées et les fonds, réduits, sont plutôt canalisés par des organisations non gouvernementales, en particulier religieuses. Aux ambassadeurs sont assignées des tâches de défense et de promotion des multinationales nord-américaines qui tendent à l'emporter sur les responsabilités proprement politiques. D'ailleurs, poursuivant une longue tradition de la diplomatie nord-américaine, ce sont souvent des hommes d'affaires ou des amis politiques du Président qui sont nommés à ces postes plutôt que des diplomates de carrière. Enfin

⁸ Sur les questions de sécurité dans les Caraïbes, voir Griffith, 1996 ; sur l'attitude des Etats-Unis vis-à-vis des pays andins et leur politique de « certification » des pays, voir Dabène, 1996.

l'effacement de l'OEA et sa perte de crédit, auxquels les Etats-Unis ont encore contribué en 1994 en imposant « leur candidat », le Colombien C. Gaviria, au poste de Secrétaire général, se sont accentués.

Au Sud, les positions ont également nettement évolué. Les stratégies économiques fondées sur la substitution d'importations ont été abandonnées depuis le début des années 1980 et, après des phases de restructuration et d'ajustement structurel assez douloureuses, l'accent a été mis sur le désengagement de l'Etat, les privatisations et la priorité aux exportations. Cette évolution a été facilitée par une démocratisation notable de la vie politique, au moins sur le plan formel, avec la mise en place de Constitutions amendées ou réformées et la tenue d'élections régulières. Les responsables de la politique économique qui occupent les postes de ministres des Finances ou de ministres du Commerce et qui accèdent parfois à la magistrature suprême sont des adeptes résolus du libéralisme en matière économique et commerciale. Ils sont entourés d'équipes d'économistes qui ont fait leurs études aux Etats-Unis et qui, parfois, ont occupé des postes de responsabilité dans les institutions financières situées à Washington (Fonds monétaire international, Banque mondiale, Banque interaméricaine de développement). Il y a donc maintenant une communauté de références, de pratiques et de langue (l'anglais) entre les responsables au Sud et les membres des cercles de décision tant dans l'administration fédérale des Etats-Unis que dans les états-majors des grandes sociétés.

Cette convergence de pensée et d'action au niveau des cercles dirigeants a et aura des conséquences importantes sur les relations interaméricaines dans le court et le moyen terme. Les références idéologiques trop marquées, trop extrêmes — telles que l'anticommunisme de certains Républicains, le nationalisme ou le populisme de certains dirigeants politiques latino-américains — sont en partie délaissées au profit d'une idéologie moyenne plus centriste, qui se donne pour fin la réalisation de conditions propices aux affaires et l'amélioration des indicateurs de croissance ou de bien-être matériel. Cette description à grands traits de l'évolution actuelle mériterait d'être nuancée. Par exemple, de vastes secteurs de l'opinion aux Etats-Unis, Démocrates de gauche, certains Républicains ou les conservateurs comme Perot, les syndicats, les écologistes, les mouvements noirs et les groupes ethniques n'adhèrent pas à ce qui peut passer pour une « pensée unique » commune aux Démocrates et aux Républicains, assez répandue sur la colline du Capitole. De même, au Sud, il faut remarquer des différences entre petits et grands pays, entre pays relativement prospères et pays stagnants, et d'entrer plus avant dans une analyse régionale sérieuse, tant il est vrai que ce qui peut être affirmé dans le cas des Caraïbes insulaires ou de l'Amérique centrale n'est pas forcément vrai pour les pays andins ou ceux du MERCOSUR. Mais, pour présenter les choses de façon synthétique, il est permis d'établir une distinction majeure entre les pays qui se situent dans la zone d'influence directe des Etats-Unis — Mexique, pays des Caraïbes et d'Amérique centrale, Colombie et Venezuela — et d'autre part les pays du Sud — pays du MERCOSUR et Chili. Les premiers, clients et fournisseurs proches du marché nord-américain, participent de beaucoup plus près à la convergence idéologique signalée

plus haut ; ils sont même parfois directement l'objet d'un débat politique interne aux Etats-Unis (ainsi la Colombie avec la question de la drogue). Les seconds, à l'inverse, moins dépendants du marché du Nord et plus liés, intellectuellement et financièrement, à l'Europe, représentent un pôle distinct avec lequel les Etats-Unis doivent et devront compter.

Cette distinction entre un « Nord de l'Amérique latine », proche géographiquement des Etats du Sud des Etats-Unis et en contact permanent avec eux par les échanges, les flux de personnes et les influences politiques et culturelles, et un « Sud de l'Amérique latine », plus lointain, plus indépendant politiquement et culturellement, coïncide avec la césure de l'Amérique au niveau de son « équateur commercial », évoquée avec justesse par Valladao (Valladao 1996 : 69-73, citant un exposé de E. Iglesias et une présentation de A. Guadagni). La présence, au Sud, du Marché commun du Sud (MERCOSUR), un espace d'intégration économique dynamique qui a connu, en peu d'années, un succès inattendu compte tenu de l'échec de nombreuses expériences antérieures en Amérique latine, contribue à asseoir cette distinction, qu'on ne saurait exagérer cependant⁹. On ajoutera qu'au Sud on constate des oppositions ou des réticences, perceptibles dans certains partis, certains syndicats, dans certaines couches sociales, dans des cercles intellectuels, par rapport à ce qui est présenté comme le résultat inéluctable et l'objectif ultime : l'intégration économique (et politique ?) du continent.

Il convient de souligner que ces évolutions se situaient à la fois sur le terrain politique et sur le terrain commercial et qu'elles étaient accompagnées et parfois précédées par une convergence idéologique qui facilitait le rapprochement des positions. Certes, il ne s'agit pas d'une évolution totalement linéaire. Elle a connu des revers, des retards, sur lesquels on ne peut pas faire silence, mais l'important est que, dans l'esprit de ceux qui participent au processus d'intégration, il s'agit d'un mouvement irréversible qui doit connaître, après différentes étapes, sa conclusion vers l'an 2005, sous la forme d'un grand marché continental de l'Alaska à la Terre de Feu.

La dynamique de l'intégration continentale

Le Sommet des Amériques de 1994, convoqué par le président Clinton et auquel ont participé la plupart des chefs d'Etat de 34 pays indépendants du continent, a marqué le point de départ de consultations et d'échanges de vues qui doivent aboutir, en avril 1998, à la mise en marche de véritables négociations en vue d'un regroupement de l'ensemble des pays dans un grand espace de libre-échange que l'on appellera la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA)¹⁰. La mécanique des

⁹ Des statistiques récentes montrent que, depuis 1994, les échanges commerciaux entre les Etats-Unis et l'Amérique latine, y compris les pays membres du MERCOSUR, ainsi que les investissements directs en provenance des firmes nord-américaines dans cette région ont beaucoup crû, en partie aux dépens de la part relative occupée par les Européens.

¹⁰ Les sigles respectifs pour cette zone sont FTAA en anglais et ALCA en espagnol et en portugais.

pourparlers préliminaires qui se sont déroulés de 1994 à 1998 est bien huilée. Quatre grands thèmes de discussion ont été délimités : **a)** « le maintien et le renforcement de la communauté des démocraties en Amérique », **b)** « la prospérité par l'intégration économique et le libre-échange », **c)** « l'élimination de la pauvreté et des discriminations » et **d)** « le développement durable et la conservation de l'environnement pour les générations futures ». Un Groupe de suivi est chargé d'animer les débats et de préparer le Plan d'action qui sera présenté lors du second Sommet, à Santiago du Chili, en avril 1998.

Si les discussions touchent tous les sujets, y compris les sujets politiques, socio-économiques et l'environnement, comme on le voit par les thèmes indiqués ci-dessus (marqués par la phraséologie à la fois vague et pompeuse courante dans ce type de rencontres internationales), en vérité ce sont les aspects commerciaux qui seront déterminants pour la suite du processus de discussion à l'échelle du continent. A cet égard, la proposition fondamentale des Nord-Américains d'établir une zone de libre-échange par l'élimination progressive des barrières commerciales et des obstacles à l'investissement entre les 34 pays est discutée au sein de groupes de travail chargés d'établir des dossiers, qui rendent compte de leurs travaux lors des réunions ministérielles au niveau des ministres du Commerce des différents pays. Quatre réunions ministérielles se sont tenues depuis le Sommet de 1994 : lors de la première réunion qui eut lieu à Denver (Colorado) en 1995, ont été mis en place 7 groupes de travail sur des sujets techniques tels que l'accès aux marchés ou les investissements. En 1996 à Cartagena de Indias (Colombie), cinq nouveaux groupes de travail ont été mis en place. En 1997 à Belo Horizonte (Brésil), on a commencé à discuter sur le fond et les premières divergences d'appréciation sont apparues entre les Etats-Unis et les pays du MERCOSUR. Enfin, une dernière réunion a eu lieu en mars 1998 à San José (Costa Rica), juste avant le deuxième Sommet.

Sans entrer directement dans le fond des débats et sans toucher aux enjeux véritables que l'on devine énormes, il est permis de faire quelques remarques sur les procédures adoptées et sur les mécanismes de consultation et de discussion, et d'affirmer d'emblée que la méthode choisie a été habile et jusqu'à présent assez féconde du point de vue des promoteurs de l'idée. En effet, l'idée de faire participer tous les pays, y compris les plus petits, et de confier la coordination des groupes de travail à des pays variés est indiscutablement bien vue : ainsi c'est le Canada qui coordonne le groupe de travail sur les normes techniques et les barrières non tarifaires (groupe 4), le Honduras préside un groupe sur la propriété intellectuelle (groupe 9) tandis que la Jamaïque s'occupe d'un groupe spécifique sur les petites économies (groupe 7). Bien évidemment, Cuba n'est pas invité et est totalement écarté de ces discussions, ce qui n'a pas soulevé de problème majeur parmi les participants.

De la sorte, un gros travail technique de compilation de règlements, de codes douaniers, de statistiques commerciales a été réalisé. Une grande partie a été engrangée dans des bases de données. Pour la première fois dans des discussions officielles internationales, une bonne partie des documents de base ont été placés sur Internet, à la disposition de toutes les personnes intéressées. Un site bien conçu, créé

à Miami grâce aux efforts conjugués de la FIU et de la UoM, et renvoyant sur des sites à San José de Costa Rica ou à Santiago du Chili, permet une consultation commode, ce qui, d'évidence, est un progrès dans le sens de la transparence et d'une certaine démocratisation des relations internationales (<http://americas.fiu.edu>). Par ailleurs, le choix des pays présidents de groupe et celui des villes d'accueil des réunions semble avoir été particulièrement judicieux. Il en est ainsi du choix du Chili pour accueillir le deuxième Sommet des Amériques, car le Chili, qui avait posé sa candidature à l'Association de libre-échange de l'Amérique du Nord (ALENA) dès les débuts, est certainement le pays le plus libre-échangiste du continent à la fois par son idéologie et par sa pratique de très bas tarifs douaniers.

La mécanique des deux Sommets a donc un effet très net d'entraînement sur lequel on ne saurait trop insister. Certes, l'initiative vient des Nord-Américains et ceux-ci conservent le Secrétariat du groupe principal — Groupe de suivi et d'exécution — situé au Département d'Etat à Washington, mais on est frappé de l'importance accordée par les pays d'Amérique latine et des Caraïbes à ce processus. Les réunions, très nombreuses, décentralisées dans de nombreuses villes de tout le continent et démultipliées aux niveaux ministériel et technique, ont été très suivies. Les groupes se sont vigoureusement mis au travail et ont produit des documents abondants. On a l'impression que l'enthousiasme des Latino-américains a dépassé celui des promoteurs initiaux : paradoxe intéressant, sur lequel il conviendra de revenir. En fait, la préparation d'un agenda pour le deuxième Sommet a déclenché un phénomène d'attente. Les Latino-américains ont repris en bonne partie à leur compte les propositions américaines et, dans leurs discours, ils réutilisent volontiers les termes de la Déclaration finale de Miami et font même référence à l'idéal initial de l'Alliance pour le Progrès (voir par exemple le discours de l'ambassadeur chilien J. Martabit, le 20 mai 1997, à Punta del Este¹¹).

Les incertitudes concernant la position de Washington

Cet enthousiasme a cependant été refroidi par les difficultés rencontrées par l'exécutif des Etats-Unis pour obtenir un pouvoir de négociation commerciale dans les discussions en cours et à venir. Dans le système nord-américain, le Président est soumis à un contrôle du Congrès pour tout ce qui regarde les négociations commerciales, en particulier l'abaissement des barrières douanières et la réalisation d'accords de libre-échange. Ce contrôle article par article des textes présentés peut se prolonger sur de longs mois, voire des années. L'importance du travail des commissions dans les deux Chambres dans des matières qui touchent directement l'intérêt des sociétés ou des corporations et qui se prêtent à l'intervention des très nombreux groupes de pression économiques et régionaux peuvent donc retarder fort longtemps une décision. Une seule méthode permet de procéder de manière plus

¹¹ Texte du discours en anglais sur le site web americas.fiu/chile.

directe et plus expéditive : c'est ce qu'on appelle la « voie rapide » (*fast track*). Cette procédure permet d'engager un vote sur la proposition de l'exécutif, qui est soit acceptée soit rejetée en bloc.

L'expérience des dernières années (négociations de l'Uruguay Round, vote de la clause de la nation la plus favorisée pour la Chine...) a montré que cette procédure était la seule viable pour l'exécutif car la voie lente amène nécessairement à une altération irrémédiable des projets de loi quand ils passent au Congrès. Mais, bien entendu, la capacité de faire adopter la voie rapide, qui a l'avantage de la clarté, dépend des rapports entre l'exécutif et le législatif. Le président Clinton avait engagé toutes ses forces dans la bataille pour l'adoption du traité de l'ALENA, consacrant l'adhésion du Mexique en novembre 1994, et il avait réussi de justesse dans une entreprise que certains observateurs estimaient perdue d'avance. Le succès avait été alors à la mesure d'un problème de relations internationales complexe qui agitait depuis au moins deux ans la classe politique américaine et les syndicats. C'est fort de ce succès que le président Clinton s'était présenté un an plus tard devant le Sommet de Miami pour proposer une libéralisation commerciale qui, dans l'esprit de beaucoup, devait conduire à une extension progressive de la zone de l'ALENA à des pays du Sud demandeurs (comme le Chili) et ultérieurement à l'ensemble de l'hémisphère américain.

L'histoire récente a contredit ces perspectives, et la position américaine sur ce problème s'est trouvée très affaiblie. Le Chili, dédaignant la perspective d'une adhésion au MERCOSUR, avait décidé de faire cavalier seul et avait opté très tôt pour la signature d'accords de libre-échange avec plusieurs pays latino-américains et avec les Etats-Unis. Ce pays demandait donc son adhésion à l'ALENA. Or l'ouverture de négociations avec le Chili ne put jamais avoir lieu parce que le Président ne put obtenir l'adoption de la « voie rapide ». Après les élections de 1996 qui accordèrent la majorité au Parti républicain à la fois au Sénat et à la Chambre des Représentants, la situation devint encore plus difficile pour le Président. Non pas que la séparation entre partisans du libre-échange et partisans du protectionnisme se fasse nécessairement selon le critère d'appartenance partisane : beaucoup de Démocrates de gauche, par exemple, sont hostiles à l'ALENA. Mais le défaut d'appui de son propre parti au Congrès est tout de même un handicap majeur.

C'est ainsi qu'à l'été 1997 un nouveau projet de loi de « voie rapide » pour les négociations qui s'annonçaient dans la perspective du Sommet de Santiago était introduit au Congrès. Mais, après plusieurs semaines de tractations et d'interventions multiples où sont d'ailleurs intervenus des groupes de pression représentant des pays du Sud, l'exécutif a dû retirer son projet de peur d'une défaite trop éclatante. L'exécutif nord-américain se retrouve donc dans une position inconfortable car il n'aura pas, lors du Deuxième Sommet des Amériques à Santiago, le pouvoir de négocier sur un sujet fondamental qui avait été placé par lui-même à l'ordre du jour trois années plus tôt. Les commentateurs ont beau jeu de dire que le Sommet ne servira à rien d'autre qu'à faire éclater au grand jour l'impuissance des Etats-Unis.

Mais l'absence d'un pouvoir de négociation clairement délégué au chef de

l'exécutif nord-américain n'est pas le seul obstacle au développement de la zone de libre-échange proposée. En premier lieu, on ne saurait sous-estimer la résistance, aux Etats-Unis mêmes, à l'idée de libre-échange. Cette opposition de nature diverse, qui s'est exprimée lors des débats sur l'ALENA et que l'on retrouve au sein des partis Républicain et Démocrate, dans la tendance ultra-conservatrice de Ross Perot, dans les Eglises, les syndicats, les communautés ethniques — en particulier les Noirs et les Hispano-américains —, les groupes écologistes et chez une bonne partie des intellectuels s'est maintenue après la signature du traité de l'ALENA.

Une opposition retient particulièrement l'attention dans l'optique de cette étude : celle des Hispano-américains (les « Hispaniques »), la communauté la plus forte démographiquement après les Noirs. On pourrait penser que les groupes d'origine latino-américaine seraient favorables à une intégration progressive des pays de langue latine avec leur terre d'accueil ou leur nouvelle patrie, selon qu'ils sont immigrés récents ou plus anciens. Il n'en est rien. Ces communautés, qui entretiennent peu de liens sur le plan politique avec leurs pays d'origine, se prononcent sur cette question en fonction de leurs intérêts immédiats. Or le processus d'intégration économique est perçu comme un risque important de perte d'emplois ouvriers, qui représentent encore une grande partie des occupations des Hispano-américains dans les grandes villes. Le gouvernement de Clinton a tenté, en novembre 1997, d'arracher un vote positif sur la négociation par la voie rapide en promettant des crédits spéciaux réservés à cette communauté et destinés, en particulier, à la formation et au perfectionnement de la main-d'œuvre. Cette manœuvre de dernière minute a cependant échoué et Clinton n'a pas obtenu l'appui précieux de seize représentants « Hispanos » au Congrès (Maggs, 1997).

En deuxième lieu, l'opposition au libre-échange possède aux Etats-Unis une composante régionale qu'il convient de souligner. Les Etats du Sud et la Californie sont les plus réticents par rapport aux idées d'intégration, ce qui peut paraître paradoxal parce qu'ils sont les plus proches des pays d'Amérique latine et des Caraïbes et qu'ils commercent beaucoup avec eux. Cependant, ces réticences s'expliquent par la concurrence que peuvent faire peser des pays aux salaires extrêmement bas et qui, au surplus, ont une législation sur l'environnement peu contraignante. On a connu en Europe ces craintes et ces oppositions dans le processus d'élargissement de la Communauté en direction des pays du Sud ou de l'Est.

Cette indécision et ces réticences sont typiques de la position de la Floride et même de Miami par rapport au processus d'intégration. Des voix discordantes se font entendre sur ce sujet. Tandis que les industriels ou les représentants du secteur agricole — important dans cet Etat — redoutent la concurrence des produits venus du Sud, les secteurs des services et des transports sont beaucoup plus favorables, le secteur touristique demeurant neutre. Le problème est en effet de montrer les bénéfices que l'Etat peut recevoir de la réalisation de la ZLEA. En quoi le libre-échange peut-il favoriser la Floride par rapport à une situation qui paraît déjà très avantageuse et qui s'améliore année après année, comme le prouvent les statistiques de transport, de commerce, de flux de visiteurs et de touristes ? Porter l'attention sur les dimensions

internationales du développement de la Floride et la connexion avec l'Amérique latine et les Caraïbes ne va pas de soi.

Le problème est donc de convaincre les autorités et les populations de la Floride et de la zone métropolitaine de Miami de l'intérêt de se placer dans cette perspective d'intégration continentale et d'être à l'initiative plutôt qu'à la traîne en matière de propositions. C'est l'objectif que se sont fixé des représentants du monde des affaires réunis dans des cercles tels qu'Enterprise Florida, Inc. ou le Florida Partnership for the Americas. Un document issu d'une large consultation auprès de groupes favorables à cette perspective et mis en forme par deux professeurs de l'Université internationale de Floride, M. Rosenberg et C. Jainarain, résumant les arguments qui militent en faveur d'une meilleure attention portée aux affaires latino-américaines et caraïbes. Ce document prend également position de façon nette sur l'orientation des négociations et la place de Miami (Summit of the Americas Center, 1998) :

La Floride est favorable à l'obtention de la voie rapide pour l'exécutif américain et se prononce en faveur d'une accélération du processus de Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), plutôt que d'un ralentissement. La Floride recommande également que, pour des raisons de coût et de fonctionnement, le Secrétariat administratif et technique de la ZLEA soit situé à Miami.

La perspective tracée à partir du Sommet de Miami en 1994 apparaît donc en 1998 comme relativement incertaine. Le démarrage des négociations dont le signal doit être donné lors du Deuxième Sommet à Santiago du Chili en avril 1998 ne sera de toute manière que le début d'un long processus dont le terme est placé relativement loin : 2005, date qui paraît davantage marquer un délai approximatif qu'un objectif imposé. Mais cette perspective a néanmoins l'intérêt d'obliger les partenaires à se déterminer sur les configurations possibles des intégrations dans l'espace américain. Aux Etats-Unis, elle force à poser à nouveau la question de la place de la politique étrangère et à réévaluer les tendances à l'isolationnisme et à l'hégémonisme, si fortes par le passé, surtout par rapport à un étranger proche. Au Sud, elle pose des questions très graves pour les pays affaiblis de la zone Mexique-Amérique centrale et Caraïbes. Elle constitue également un « test » pour le MERCOSUR, l'organisme d'intégration le plus perfectionné parmi les pays du Sud, qui devra montrer sa cohésion lors des négociations à venir¹².

¹² Le MERCOSUR est le thème d'un séminaire de recherche animé par J. Revel-Mouroz au laboratoire CREDAL-CNRS en 1997-98.

Vers un nouveau style de relations interaméricaines ?

Les relations interaméricaines ont connu des transformations importantes dans les dix dernières années. Une certaine convergence des évolutions au Nord et au Sud a été notée. On accorde désormais beaucoup plus d'importance aux données économiques et financières qu'aux questions politiques ou idéologiques. Ce ne sont plus seulement les gouvernements, les chancelleries ou les ambassades qui font la politique des relations internationales mais aussi bien les hommes d'affaires, les journalistes, les responsables d'ONG, les artistes... qui tissent mille fils indépendants de relations directes. Par ailleurs on a vu combien le thème de l'intégration continentale est attractif, au Sud plus qu'au Nord il est vrai. Beaucoup de Latino-américains, hommes d'affaires, hommes politiques sont déjà acquis à l'idée d'une zone de libre-échange continentale, dont le sigle, en anglais (FTAA) ou en espagnol (ALCA), est déjà très connu, très diffusé par les moyens de communication, y compris sur Internet, avant même qu'elle ait vu le jour.

La préparation des Sommets des Amériques a incontestablement entraîné une dynamique : beaucoup de dossiers ont été réunis, les réunions à caractère technique ou politique ont été multipliées... Cette mobilisation diplomatique a été accompagnée d'une médiatisation très appuyée. L'on remarque que les réunions ont été tenues en des lieux souvent très attrayants sur le plan touristique : Miami, Cartagena de Indias, Punta del Este. Par ailleurs, l'engouement pour les Sommets, qui n'est pas propre à l'Amérique, favorise la personnalisation de la diplomatie. Il entretient l'idée que les contacts directs entre les Grands, les poignées de main et les photos officielles, font avancer les dossiers. Des politologues comme O. Dabène ou W. Grabendorff ont bien perçu que cette mode des Sommets peut avoir son revers (Dabène 1997b : 51-52 ; Irela 1997a). Cette nouvelle diplomatie « médiatique », à base de conférences de presse télévisées et de pages d'Internet, s'éloigne nettement des méthodes traditionnelles du secret et des palabres derrière des portes closes, lors de réunions très routinières comme celles de l'OEA par exemple. Il reste à voir cependant si la cause de la démocratisation de la vie internationale et du rapprochement des peuples en sort bénéficiaire.

Ce qui est certain c'est que, de nos jours, l'ordre du symbolique prend une place de plus en plus grande. Miami, en tant que métropole multiculturelle et en tant que capitale potentielle des Amériques, est précisément devenue un symbole fort d'une intégration continentale en devenir¹³. Le choix de Miami pour tenir le premier Sommet des Amériques en 1994 n'était donc pas indifférent parce qu'il pouvait offrir une représentation positive du style des nouvelles relations interaméricaines¹⁴. Dans

¹³ Les Nord-Américains utilisent fréquemment le mot « *hemispheric* » (de l'hémisphère occidental) pour parler de l'ensemble du continent américain. Il semble que le mot ait une valeur positive, que son utilisation soit non seulement pratique mais adroite. Dans les questions de symbolique et de représentation, la sémantique n'est pas indifférente.

¹⁴ L'expression « Sommet des Amériques » (*Summit of the Americas*, *Cumbre de las Américas*) a été forgée à cette occasion. Elle a le mérite de la concision et peut frapper l'imagination du public. On observe qu'elle a été adoptée d'emblée.

la troisième partie de cette étude on analysera la force de l'image de Miami et l'on relèvera également les handicaps et les difficultés qui peuvent se présenter devant son ascension comme capitale des Amériques.

III.— MIAMI « CAPITALE DES AMERIQUES » : SYMBOLE ET REALITE

Les grandes métropoles sont les lieux les plus accessibles lorsque l'on vient de l'étranger — c'est là qu'atterrissent les avions qui proviennent des pays lointains. L'image que se font les populations des pays du Tiers Monde des pays développés télescope souvent l'ensemble de la nation et la grande métropole qui la domine, dont on entend parler à la radio ou à la télévision, et où sont déjà installées d'importantes colonies d'immigrants.

Paul Claval

Les aspirations politiques de Miami

Le champ du symbolique est par définition ambigu et difficile à évaluer objectivement. Minorée par les « réalistes » qui ne jurent que par l'état des forces en présence, la représentation symbolique est exagérée par les partisans du post-modernisme ou certains marxistes qui voient dans les figures de la représentation, de la publicité, de la propagande des moyens formidables de manipulation des consciences (Grosfoguel 1994 : 354) :

Les Etats mettent en général en œuvre des stratégies symboliques pour faire valoir leur modèle de développement aux dépens de celui d'un autre Etat (...) et conquérir idéologiquement les esprits : par exemple en présentant un pays, une ville ou un groupe ethnique comme porteur d'une *success story*.

Dans le cas de Miami, il est difficile de considérer les ambitions politiques de la métropole comme issues d'une volonté politique délibérée. Les instruments habituels de promotion du port, de l'aéroport, de la métropole, du comté de Dade ou de l'Etat de Floride — agences, chambres de commerce ou bureaux d'expansion tels que Enterprise Florida ou le Beacon Council du Grand Miami — existent bien mais ils paraissent tout à fait proportionnés à l'importance des enjeux économiques en présence et ce n'est que récemment qu'un groupe d'entrepreneurs de Floride s'est rapproché d'enseignants de la Florida International University pour constituer un groupe de pression favorable à la ZLEA.

Il semble que la présence particulièrement prégnante de l'image de Miami ne

s'explique donc pas par la politique mais plutôt par des mécanismes de représentation divers tels que ceux générés par sa fonction touristique ou sa présence dans les moyens de communication de masse. En effet, au niveau fédéral comme au niveau de l'Etat de la Floride, le poids politique de Miami a longtemps paru marginal. Il convient de rappeler que Miami est perçue depuis Washington ou New York comme une ville périphérique, exotique (à cause de son climat subtropical et de sa composition ethnique « hispanique ») et non comme une vraie grande métropole américaine. Au sein même de l'Etat de Floride, Miami doit rivaliser avec d'autres métropoles très dynamiques, West Palm Beach, Jacksonville, Tampa et surtout Orlando. Enfin faut-il mentionner que la capitale administrative et politique de l'Etat n'est pas Miami mais Tallahassee, située 700 kilomètres au Nord ?

Pourtant Miami possède quelques titres et quelque expérience pour prétendre à un rôle de « capitale » (avec toute l'ambiguïté que ce terme peut comporter : il semble que ceux qui l'utilisent ne font pas nécessairement référence à un rôle véritablement politique mais plutôt à une image de carrefour économique ou, peut-être, à quelque chose de symbolique, capitale du futur, ville-laboratoire de l'avenir). On a présenté dans la première partie de l'étude un certain nombre de fonctions essentielles qui font la fortune de Miami, en particulier la position de la métropole comme point de transbordement et comme plaque tournante des transports maritimes et surtout aériens. Ce point est essentiel car il est considéré comme stratégique à notre époque.

La possibilité d'obtenir en un point central des connexions avec des destinations très nombreuses que les spécialistes des transports analysent comme le principe de connectivité et qu'ils définissent par un indice, définit la position d'axe ou de moyeu (*hub*) par rapport aux rayons ou lignes d'acheminement. De ce point de vue, la position de Miami est exceptionnellement forte par rapport à la zone du Bassin des Caraïbes et même par rapport à l'ensemble du continent sud-américain. Les voyageurs latino-américains se sont bien rendu compte que, pour aller d'un point à un autre en Amérique latine et surtout à l'intérieur de la région Mexique-Amérique centrale-Antilles, il est souvent plus expédient de transiter par Miami que de tenter des liaisons directes, moins fréquentes. En vérité, cette position s'est encore renforcée dans les dernières années à la suite du remodelage complet des lignes aériennes par la compagnie American Airlines, qui dispose d'un monopole virtuel à Miami.

American Airlines (AA), société dont le siège est à Dallas (Texas), a en effet décidé d'utiliser l'aéroport international de Miami comme plaque tournante pour les liaisons nombreuses et très profitables qu'elle a développées dans la région Caraïbes et en Amérique latine. Très récemment, elle a réduit l'importance de la plaque tournante secondaire qu'elle entretient à San Juan de Puerto Rico, ce qui va amener une concentration encore plus grande des lignes sur Miami. Cette remarquable connectivité obtenue par Miami, et singulièrement par la société AA, aux dépens, d'ailleurs, d'autres transporteurs nord-américains, antillais, latino-américains ou européens, favorise de fait le positionnement stratégique de Miami¹⁵. Il est

¹⁵ Une histoire politique des transports aériens dans la région Caraïbes serait vraisemblablement riche d'enseignements. L'apparition de AA dans la région, puis son triomphe dans les années 1990 ont succédé

remarquable que le principal argument avancé pour obtenir que le siège du Secrétariat de la ZLEA soit installé à Miami soit précisément celui-là : argument très fort, sinon décisif. L'expérience de la « Conférence annuelle de Miami » peut servir à la fois d'argument et de répétition générale.

La Conférence annuelle de Miami

Depuis 1979 se tient chaque année, en décembre, une rencontre d'un type particulier : ni précisément foire commerciale ni exactement rencontre politique, la Conférence annuelle de Miami participe des deux genres. Fruit d'une initiative privée, organisée par la Caribbean/Latin American Action, groupe de pression dont le siège est à Washington, cette Conférence annuelle est devenue au fil des ans un « événement » très fréquenté par les cadres dirigeants de sociétés qui font des affaires avec les pays du Bassin des Caraïbes. Ils y trouvent, sur les stands des pays en question, une documentation destinée aux investisseurs potentiels (cartes, résumés des dispositions légales concernant les investissements, informations sur les transports et les télécommunications...). L'animation autour des stands disposés dans un grand hôtel, les conférences et les réceptions offertes par tel ou tel pays laissent penser que la Conférence est plus un lieu de premiers contacts plutôt qu'une véritable « foire » où seraient conclues des transactions.

Mais l'élément original de la Conférence est la présence simultanée des représentants du secteur privé, hommes d'affaires nord-américains tout comme caraïbéens et latino-américains, et d'hommes politiques, venus de Washington et aussi des divers pays de la région. Il semble que ce soit à partir de la mise en place, par le président Reagan, de l'Initiative pour le Bassin des Caraïbes (loi du Caribbean Basin Recovery de 1983, amendée en 1990 sous le président Bush) que la Conférence, à l'origine modeste rencontre d'hommes d'affaires, ait pris une tournure plus politique et qu'il soit devenu commun pour des chefs d'Etat des pays de la région de s'y rendre pour y prendre la parole ou participer d'une autre manière, Washington étant généralement représenté par le sous-secrétaire d'Etat aux Affaires latino-américaines.

Ainsi la Conférence de Miami, qui connaît une participation moyenne de l'ordre de 1 000 à 1 500 personnes, est devenue un rendez-vous important où l'on parle, certes, de ses affaires, mais aussi des sujets économiques et politiques du moment autour de chefs d'Etat, de ministres, invités ou qui s'invitent eux-mêmes pour profiter de l'écho qui peut être donné à leur présence ou à leur déclarations. Le dépliant annonçant la Conférence avance que

aux catastrophes techniques et financières qu'avaient été les faillites successives d'Air Florida, d'Eastern Airlines et de Pan American Airways. Par ailleurs, les nombreuses compagnies des Antilles, du Venezuela ou d'Amérique centrale se sont plaintes à de multiples reprises des mesures discriminatoires de l'Agence fédérale de l'aviation des Etats-Unis, qui leur interdisent l'accès aux aéroports nord-américains sous des prétextes divers (saisies de drogues, insuffisance d'entretien des appareils etc.)

la Conférence de Miami est le seul lieu du continent où les représentants du secteur public et du secteur privé se rencontrent pour échanger de vive voix leurs points de vue, où ils travaillent ensemble sur des questions de réglementation dans des ateliers thématiques, où ils se parlent de façon informelle dans des salons et lors de rencontres privées, tant sur des actions présentes que sur des projets d'avenir (C/LAA's 21st Annual Miami Conference on the Caribbean and Latin America, décembre 1997).

En fait, si l'esprit des rencontres est bien décrit dans ces quelques lignes, il est exagéré de prétendre que la Conférence a une dimension vraiment continentale ou, comme il est dit ailleurs dans le dépliant, que

la « rencontre en ville » du Bassin de la Caraïbe est devenue la place où tout le Continent fait des affaires » (*ibid.*)

Un décompte rapide sur la base des enregistrements à la Conférence de 1997 montre que les participants proviennent essentiellement du Bassin des Caraïbes, avec une dominante marquée de la Floride et des Caraïbes insulaires (*tableau 1*).

Tableau 1 : Origine des participants à la Conférence de Miami (1997)

Etats-Unis (dont une bonne proportion de la Floride)	44 %
Caraïbes insulaires (dont une bonne proportion de pays anglophones)	42 %
Amérique centrale	8 %
Reste du monde (essentiellement Canada, Amérique du Sud et Europe)	6 %

Mais, en dépit de cette limitation, l'ambition est là : devenir le forum pour des rencontres d'affaires au niveau de l'ensemble du Continent et préparer les prochaines négociations concernant la ZLEA. Il semble d'ailleurs que, pour confirmer cette ambition, l'influence de la Conférence se soit étendue sensiblement dans les dernières années, en particulier en direction de l'Amérique centrale et du Mexique. Des chefs d'Etat comme les présidents du Panama, du Nicaragua, du Guatemala se sont rendus à la Conférence et se sont ajoutés à la liste des premiers ministres des pays anglophones, des présidents de la République d'Haïti et de la République Dominicaine, qui sont des habitués.

La mise en orbite des pays de la zone Caraïbe-Amérique centrale

Cette extension de l'aire d'influence de la Conférence de Miami reflète bien la position de plus en plus forte de la métropole dans l'ensemble de la zone Caraïbes-Amérique centrale et bordure Nord de l'Amérique du Sud et qui s'explique en bonne partie par les transformations importantes que cette région a connues dans les quinze dernières années. A grands traits, les pays de la région sont passés d'une situation de mono-exportateurs avec concentration sur quelques produits (sucre à Cuba, sucre et

café en République Dominicaine, bauxite à la Jamaïque, café au Costa Rica, banane au Honduras) à de nouvelles spécialisations liées aux secteurs des manufactures et du tourisme international.

Cette mutation brutale a accompagné la crise du modèle agro-exportateur et s'est opérée en parallèle à l'urbanisation et à la concentration des populations dans les capitales ou quelques grandes villes. Les « zones franches » travaillant en sous-traitance les matières premières textiles en provenance d'Amérique du Nord et destinées à la ré-exportation se sont multipliées dans des pays comme la République Dominicaine, El Salvador, le Honduras, la Jamaïque. Quant au tourisme international, il est devenu l'axe prioritaire du développement de pratiquement tous les pays de cette région qui cherchent à profiter des atouts naturels dont ils disposent sur les littoraux de ces mers chaudes et très attrayantes pour des clientèles de plus en plus larges, tant européennes que nord-américaines. Les constructions d'hôtels, de ports de plaisance, de résidences de vacances à temps partagé explosent dans de nombreux pays, y compris les pays d'Amérique centrale qui avaient été jusqu'à récemment peu touchés par cette vague déferlante du tourisme de masse, et y compris à Cuba qui avait longtemps rejeté cette source de revenus corrompue.

La loi pour la « reprise économique du Bassin des Caraïbes », dite loi d'Initiative pour le Bassin des Caraïbes, promulguée par le président Reagan en 1983, n'a vraisemblablement pas apporté une véritable reprise à la région, qui reste assez déprimée économiquement à la suite d'une décennie de guerres en Amérique centrale et de restructurations imposées par le Fonds monétaire international, très douloureuses dans des pays comme la République Dominicaine ou la Jamaïque. Cependant il est avéré que les préférences commerciales accordées par les Etats-Unis aux pays qui travaillent en sous-traitance dans le cadre des industries d'assemblage ou de montage et les avantages accordés aux investisseurs nord-américains dans ces mêmes pays ont contribué à confirmer la réorientation structurelle des économies de la région. La sous-traitance et l'industrie touristique où les firmes américaines — compagnies aériennes, grandes sociétés hôtelières, croisiéristes ou loueurs de voitures — continuent à jouer un rôle fondamental en dépit de la concurrence des capitaux européens, ont contribué à façonner la nouvelle identité économique des pays de la région.

Dans la nouvelle division du travail entre le Nord et le Sud, entre les Etats-Unis, passant les commandes et distribuant le travail et la clientèle touristique, et les pays de la région, possédant pour la plupart une petite taille et maints facteurs de fragilité, Miami sert de plus en plus de relais, de point de passage commode. Des trafics induits par la sous-traitance ou par le tourisme alimentent l'activité portuaire et aéroportuaire sur une large échelle : mouvements des produits bruts à l'exportation et des produits finis au retour, approvisionnement alimentaire en produits standardisés pour les touristes et les croisiéristes, biens d'équipement pour les hôtels... Ainsi chacune de ces petites économies caraïbéennes et centraméricaines, qui additionnées représentent un gros marché, a été progressivement satellisée par Miami, qui est devenu le port et l'emporium d'une région que la nouvelle orientation des échanges et loi de la

Caribbean Basin Initiative ont largement contribué à structurer.

La réorganisation des routes aériennes et maritimes au profit du Sud de la Floride est sensible dans les statistiques de trafic avec les pays du Bassin des Caraïbes pour les ports et les aéroports des Etats-Unis (*tableaux 2 et 3*).

Tableau 2 : Classement des trois premiers ports des Etats-Unis pour le trafic avec le Bassin des Caraïbes

Importations (1996)	(en milliers de dollars)	Exportations (1996)	
1) Houston, Texas	3 727 647	1) Miami, Floride	4 480 094
2) Port Everglades, Floride*	3 026 202	2) Houston	3 478 787
3) Corpus Christi, Texas	2 738 510	3) Port Everglades	3 360 045

* Port Everglades est situé à Fort Lauderdale, c'est-à-dire dans la partie Nord de l'agglomération de Miami.

Source : CLAA *Caribbean Basin Profile* 1998, p. 22

Tableau 3 : Classement des trois premiers aéroports des Etats-Unis pour le trafic de fret avec les pays du Bassin des Caraïbes

Importations (1996)	(en milliers de dollars)	Exportations (1996)	
1) Miami	2 509 744	1) Miami	4 152 360
2) Los Angeles	375 236	2) Los Angeles	432 390
3) JFK New York	375 144	3) JFK New York	336 733

Source : CLAA *Caribbean Basin Profile* 1998, p. 28

Il n'en reste pas moins que ces chiffres de trafic en valeur apparaissent significatifs mais relativement modestes par rapport aux destinations européennes ou asiatiques ou même sud-américaines (les ports de la Floride ont exporté pour près de 5 milliards de dollars de marchandises vers le Brésil en 1996). On observe une croissance des trafics de Miami avec la région, assez remarquable pour la République Dominicaine, pour les pays d'Amérique centrale (+ 95% entre 1991 et 1996) mais il est impossible de celer la disparité des niveaux de développement, le sous-équipement et la pauvreté qui caractérisent un bon nombre de pays de la région et qui limitent nécessairement les échanges.

Il conviendrait donc d'évaluer comment Miami, qui a réorienté à son profit des flux de commerce et d'échange, qui a court-circuité des centres secondaires comme San Juan de Puerto Rico, se comporte sur le long terme par rapport à la stagnation ou aux crises dont souffre une vaste région comme celle des Caraïbes. Des références

historiques comme celle de Marseille qui, au XIX^{ème} siècle, a su capter des courants commerciaux en Méditerranée et profiter de la désarticulation politique causée par la décadence de l'Empire Ottoman ou encore celle, plus lointaine, de Venise, réalisant des détournements des courants maritimes aux dépens de Byzance, pourraient être éclairantes à ce sujet. Autrement et plus brutalement posées, les questions seraient les suivantes : comment Miami prospère-t-elle et profite-t-elle de la crise des pays de la région ou bien, au contraire, en quoi la dynamisation des liaisons maritimes et aériennes et le renforcement des liens commerciaux tissés autour de cette métropole peuvent-ils contribuer à une relance économique dans toute la région ?

Le développement des fonctions ludiques et de la distribution

Cette conquête commerciale progressive d'un avant-pays très vaste et qui, à terme, pourrait s'étendre à l'ensemble de l'Amérique latine, s'est accompagnée du renforcement de la fonction touristique de Miami et a entraîné le développement de fonctions secondaires ou annexes qui sont loin d'être négligeables. On a vu dans la première partie de cette étude que le tourisme se situait aux origines mêmes de la ville de Miami. Mais cette activité a connu des hauts et des bas. La décrépitude dans laquelle était tombée la station de Miami Beach, avec ses colonies de vieillards plus toujours fortunés, et ses immeubles de style arts déco mal entretenus, était le signe, dans les années 1960 et 1970, d'un recul qui aurait pu inquiéter. Mais le tourisme est reparti vers la fin des années 1980 et rien ne semble plus arrêter une expansion considérable, qui ne prendra fin... qu'avec la prochaine récession.

Plusieurs aspects du rebond formidable du tourisme en Floride pendant les dernières années doivent être pris en considération. Le premier est le retour de la clientèle nord-américaine et surtout l'ouverture d'une véritable saison d'été car le tourisme traditionnel, « vieux style », était essentiellement orienté vers la villégiature d'hiver. Les mœurs ont changé : la pratique des sports de plein air et le confort apporté par la climatisation généralisée dans les appartements, les bureaux, les commerces et les véhicules permettent de supporter une chaleur humide bien désagréable. C'est pour ces raisons et à ce prix que la Floride est devenue récemment le premier Etat de destination pour les vacances d'été, dépassant la Californie et Hawaï (Federal Reserve Bank of Atlanta 1997 : 8). Une autre raison fondamentale à cette embellie extraordinaire est la poursuite de la croissance des parcs de divertissement de Floride centrale : Disney World, proche d'Orlando, qui, avec les grandes attractions voisines (Universal Studios et Sea World) connaît une fréquentation en augmentation rapide, et l'autre pôle voisin, le centre spatial Kennedy, qui prospère également. Loin de faire de la concurrence à Miami, ces pôles de divertissement se situent en parfaite complémentarité par rapport à la métropole du Sud de la Floride, plus orientée vers le tourisme balnéaire et les achats dans les itinéraires programmés par les agences de voyage ou dans les plans de voyage des pères de famille.

D'autres éléments ont renforcé cette croissance remarquable du tourisme, qui

apporte des dizaines de milliers de nouveaux emplois dans le secteur des services chaque année. C'est d'abord la venue massive de touristes étrangers, en particulier les Européens qui ont découvert la Floride du Sud depuis quelques années (Espagnols, Italiens, Français...), les Canadiens qui ont toujours été fidèles et aussi, bien entendu, les Latino-américains et les gens des Caraïbes, sur laquelle il serait bon de disposer de statistiques plus précises que celles mises à disposition. C'est aussi l'activité de transit à l'aéroport et dans le port, qui explique des durées de séjour très courtes ou courtes (une demi-journée, une journée, deux jours...) : on remarque que Miami est ainsi devenue une escale connue et appréciée pour une excursion à la plage ou dans les Keys (archipel d'îlots coralliens au Sud de l'agglomération) ou encore très souvent pour les achats dans les centres commerciaux.

Un flux important de voyageurs en transit mérite d'être signalé : il s'agit des passagers des croisières organisées au départ de Miami, qui rejoignent leurs élégants navires à quai sur le port spécialisé, magnifiquement situé au centre de la baie de Biscayne. Il convient de rappeler que Miami est devenue, en l'espace de quelques années, la première base mondiale pour l'industrie de la croisière, qui a pris une dimension toute différente de celle des époques « historiques », où ce type de périple faisait figure de loisir aristocratique. En augmentant la taille des navires et en réalisant des économies d'échelle, les grandes sociétés de navigation de croisières comme Carnival ou la Royal Caribbean ont réussi à abaisser les coûts et à offrir des « produits » à moins de 1 000 dollars (pour une croisière standard de six jours dans la Caraïbe). L'engouement pour la croisière caraïbe, qui commence à toucher la clientèle européenne, est un phénomène récent mais de grande ampleur (4 millions de passagers par an). Les implications économiques et sociales pour le secteur touristique dans son ensemble et aussi pour les destinations caraïbes qui sont en quelque sorte court-circuitées par ces palaces flottants, seraient à étudier de près mais il est indéniable que, là encore, c'est Miami qui en retire les bénéfices en termes d'emplois, de retombées commerciales et aussi de prestige.

On met donc derrière le mot tourisme des choses très variées. Les flux engendrés par ces mouvements entre le port, l'aéroport, les zones balnéaires, les centres commerciaux, les lieux de plaisir et les grandes attractions (parcs à thèmes) sont particulièrement complexes. Il semble qu'une bonne part de la motivation du voyage à Miami provienne de l'attrait des achats, surtout pour la clientèle caraïbe et latino-américaine. Il est vrai que la distinction est parfois difficile entre l'acheteur professionnel qui se rend dans des centres de distribution de gros ou de demi-gros pour acquérir des appareils électroniques (ordinateurs, caméras vidéo,...) qu'il embarquera lui-même sur l'avion de retour en fret accompagné, et la cliente privée qui achète pour elle, pour sa famille ou pour des amis des équipements de sport, des vêtements et des sous-vêtements, des parfums. Miami est tout à la fois un très grand centre de distribution de matériels d'équipement personnel et professionnel et un immense « centre commercial » qui dessert l'ensemble du Bassin des Caraïbes et au-delà.

Un temple de la consommation, une métropole du plaisir

Les observateurs perspicaces de la métropole comme Nijman ou Grosfoguel ne s'y sont pas trompés (Nijman 1996 : 18). Elle fait effectivement penser à un immense supermarché tant il est vrai que la densité de centres commerciaux apparaît énorme. Dans les quartiers résidentiels, il suffit de franchir quelques « blocs » en voiture — le moyen de transport universel et indispensable — pour rencontrer un centre commercial. Pour Grosfoguel, Miami est devenue « la destination pour les achats des élites latino-américaines et caraïbéennes » (Grosfoguel 1994 : 364). L'équipement commercial, qui s'enrichit chaque année de nouveaux centres commerciaux, ne peut s'expliquer en effet que par la présence d'une clientèle très importante qui correspond aux touristes d'une part, mais surtout à la population flottante latino-américaine et en partie européenne qui possède des appartements à Miami, y vit une partie de l'année ou bien vient visiter des parents, des amis. La métropole entre directement en concurrence avec le commerce installé dans les capitales de la région en raison de prix plus bas, d'un choix beaucoup plus vaste et pour des raisons de prestige et de snobisme qui vont directement conforter la thèse de Miami comme symbole de prospérité, de bien-vivre. Ainsi dans le cas du Venezuela, qui est certainement l'exemple le plus frappant de soumission culturelle à l'image des Etats-Unis, la dizaine de vols aller-retour quotidiens entre Caracas et Miami alimentent effectivement un mouvement commercial impressionnant qui a affaibli de manière visible le commerce de Caracas.

Ici l'effet de démonstration que les économistes tentent d'analyser dans les rapports entre Nord et Sud joue à plein. Le produit acheté à Miami, que ce soit un ordinateur nord-américain, un vêtement fabriqué selon toutes probabilités en Asie, ou un parfum venant d'Europe, a pour le consommateur un « cachet » supérieur et un prix inférieur (la taxe de l'Etat de Floride sur les ventes n'est que de 6%). C'est certainement une des composantes de l'image mythique de Miami qui se construit sous nos yeux. D'autres éléments s'y ajoutent : le style, composé à la fois de l'architecture arts déco de Miami Beach, du style hispano-andalou des résidences de Coral Gables ou des gratte-ciels irisés du centre-ville mis en valeur la nuit par des éclairages adaptés, la musique latino et afro-caraïbe (présence de studios d'enregistrement, d'un salon annuel réputé et de grands artistes comme C. Cruz, G. Estefan ou E. Iglesias) ou encore la mode, car les plages de Miami, avec leur ciel dégagé sur l'azur et le palmier de rigueur, forment le cadre imposé des photographes de mode du monde entier qui, avec leurs mannequins, les investissent pendant la saison d'hiver. En ce sens, le paysage de Miami est déjà devenu une icône, tout comme la Tour Eiffel est le symbole de Paris. Il convient de remarquer que cette image sert aussi au cinéma (mais beaucoup moins, il est vrai, que les côtes de Californie) et à la télévision. Pour cette dernière, la présence dans la métropole des studios de deux sociétés importantes qui émettent en espagnol, Univision et CBS (chaîne en espagnol)

a une signification particulière pour toute l'Amérique latine.

D'autres associations liées à l'image de Miami sont moins favorables : la réputation sulfureuse de la vie nocturne de Miami Beach, un certain exhibitionnisme sur les plages, aux terrasses, la criminalité, qui n'atteint pas cependant le niveau d'autres métropoles, d'Amérique du Nord comme du Sud, une vie culturelle relativement limitée... Toutefois il ne semble pas que ces inconvénients aient affecté durablement le mythe en voie de construction. Au contraire, l'aura de vie facile, de relâchement des mœurs qui entoure les activités liées à la consommation, au divertissement, au tourisme ne paraît pas incompatible avec les affaires et les fonctions de commandement sur lesquelles la métropole fonde son expansion. L'idéal de l'homme d'affaires n'est-il pas de concilier la conclusion d'achats, de ventes, de contrats avec le divertissement, voire le défoulement ? Paris n'était-elle pas, à la Belle Epoque, à la fois une grande capitale des affaires et aussi le centre de tous les plaisirs ?

CONCLUSION

Miami est aujourd'hui la capitale des économies dollarisées d'un monde incertain.

Alain ROUQUIE

Les augures prédisent à Miami, jeune métropole tout juste centenaire, un avenir brillant. Pour certains elle sera « la ville américaine de demain » (discours du président Clinton lors du Sommet des Amériques, 1994). Les extrapolations fondées sur la croissance rapide de cette métropole, sur les chiffres de flux enregistrés au port et à l'aéroport, impressionnent en effet. La fièvre de la construction qui s'est emparée de l'agglomération, surtout sur sa frange littorale, s'apparente à un boom. Le succès attirant le succès, les entreprises transnationales considèrent avec attention l'intérêt de cette « place » dont les atouts paraissent évidents. La position d'interface entre le Nord et le Sud du continent donne un avantage extraordinaire à partir du moment où le carrefour est repéré, identifié et confirmé par les soins de la promotion et de la publicité¹⁶. En tant que Sud de l'Amérique du Nord et Nord de l'Amérique du Sud, le pont de la Floride du Sud combine idéalement les avantages de place commerciale et de dépaysement exotique pour les clients, les visiteurs, les touristes qui viennent du Nord comme du Sud, de l'Europe comme de l'Asie. Ainsi Miami s'est largement imposée parmi ses rivales du Bassin des Caraïbes qui aspiraient à tenir ce rôle (comme Panama ou San Juan de Puerto Rico) et elle soutient assez bien la

¹⁶ Voir par exemple l'utilisation que la société American Airlines fait de la carte des Amériques pour promouvoir le slogan que « Miami est la porte du Monde » ! (illustration hors texte).

concurrence, aux Etats-Unis, avec des métropoles très respectables comme Atlanta ou New York. Retour spectaculaire de la géographie : les études et les projections doivent prendre en considération les données de base des lieux, des villes, des métropoles : site, situation, accessibilité, terrains disponibles... Au mieux — et on peut le lui souhaiter — Miami deviendra au 21^{ème} siècle une nouvelle Venise, une ville avec laquelle elle possède pour points communs la médiocrité d'un site lagunaire, un immense potentiel de captation de flux de commerce et peut-être, si les dieux lui sont favorables, une floraison culturelle hors du commun.

Mais, si Miami apparaît aussi comme une métropole d'aujourd'hui et de demain, c'est parce qu'elle est une grande ville multiculturelle : à la fois anglo et latino, afro-américaine et caraïbe et surtout très cubaine, à la fois catholique, protestante et juive, parlant l'anglais et l'espagnol mais aussi « branchée » sur le français, le créole, le portugais... En tant que telle, tout comme New York ou les grandes cités d'Amérique latine comme Buenos Aires, Rio de Janeiro ou Sao Paulo, auxquelles il faudra bientôt la comparer, elle fait revivre les mythes américains par excellence du creuset et du métissage. On a vu que, dans la réalité, des zones d'ombre existent bien : intégration superficielle des cohortes d'immigrants arrivant par vagues massives, difficulté du dialogue entre les communautés et surtout exclusion de la minorité noire dépassée, rejetée dans des ghettos au cœur de l'agglomération.

Miami apparaît enfin comme le symbole possible d'un rapprochement des Amériques autour des valeurs matérielles dans une ambiance relâchée, facilitée par la présence de loisirs, de distractions et d'un soleil généreux (*fun and sun*). A partir du moment où les Amériques se rencontrent dans cette place commerciale, matérialisée par l'aéroport et ses boutiques franches de douane, ses quais d'embarquement pour les somptueux navires de croisière remplis de boutiques, les malls (*malls*) luxueux des centres commerciaux, on a pu penser que le chemin était indiqué pour que Miami devienne la « capitale » symbolique des Amériques (car on sait bien que les vraies capitales politiques sont ailleurs). C'est là tout l'objet de l'entreprise de rapprochement de l'ensemble des pays de l'hémisphère, commencée sous le gouvernement du président Bush — sous le titre précisément d'Enterprise for the Americas — et poursuivie sous Clinton par les Sommets de Miami (1994) et de Santiago du Chili (1998). L'objectif ultime de cette négociation, la création de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), apparaît encore lointain et, paradoxalement, c'est du côté des Etats-Unis qu'apparaissent pour le moment le plus d'obstacles.

Pour l'instant cependant, Miami reste bien placée puisque la métropole a été choisie comme siège des négociations jusqu'à février 2001, après quoi elles se dérouleront dans la ville de Panama, puis à Mexico. Et surtout, dans la présente période d'euphorie, tout paraît fonctionner comme si l'Amérique latine et les Caraïbes étaient aspirées par la dynamique du marché et l'accoissement exponentiel des échanges de biens et de personnes et que, avec ou sans ZLEA, Miami et la Floride ramassaient, naturellement et comme sans effort, les bénéfices de la croissance. Il s'agit là peut-être d'une illusion, et les négociations réelles entre les Etats se chargeront de rappeler la réalité les intérêts spécifiques des Etats-Unis, du Canada,

des nations latino-américaines ou de groupes déjà bien constitués comme le MERCOSUR.

Il nous semble cependant que l'analyse des relations internationales doit prendre en compte ces perceptions du moment, visions instrumentalisées par la promotion, la publicité et la construction plus ou moins consciente de mythes. A cet égard, l'observation de Miami, comme symbole et comme réalité, nous permet de mieux comprendre l'Amérique ou plutôt les Amériques et aussi de tenter de saisir l'avenir des relations interaméricaines.

SIGLES

ALCA	Area de Libre Comercio de las Américas	MERCOSUR	Marché Commun d'Amérique du Sud
ALENA	Association de Libre-Echange de l'Amérique du Nord	OMC	Organisation Mondiale du Commerce
CIA	Central Intelligence Agency	NAFTA	North American Free Trade Area Association de Libre-Echange de l'Amérique du Nord, Tratado de Libre Comercio de América del Norte
CLAA	Caribbean Latin American Action	TLCAN	Tratado de Libre Comercio de América del Norte
FIU	Florida International University	UoM	University of Miami
FTAA	Free Trade Area of the Americas Zone de Libre Echange des Amériques Area de Libre Comercio de las Américas		

Bibliographie

Études et articles

- Ballu, P.A., 1997.- « La Floride, moteur du "Free Trade of the Americas" » Note, Poste d'expansion économique de la France, Miami, 3 p.
- Bethemont, J. & Breuil, J.M., 1996.- *Les Etats-Unis : une géographie régionale*, Paris, Masson/Armand Colin (deuxième édition).
- Boswell, T. (ed.), 1991.- *South Florida : the Winds of Change*. Coral Gables, Department of Geography, University of Miami.
- Boswell, T., 1994.- *The Cubanization and Hispanicization of Metropolitan Miami*, Miami, Cuban American National Council, revised 1995.
- Boswell, T. & Skop, E., 1995.- *Hispanic National Groups in Metropolitan Miami*, Miami, Cuban American National Council.
- Bruckner, P., 1998.- « Miami, le paradis des excentriques », *Géo* n°229, mars : 12-28.
- Bryan, A., 1997.- *Trading Places : the Caribbean Faces Europe and the Americas in the Twenty-First Century*, Miami, University of Miami, North-South Agenda Papers n°27.
- Caribbean Publishing Co. & Caribbean/Latin American Action, 1997.- *1998 Caribbean Basin Profile*, Washington DC.
- Castro, M., 1995.- *Cuba : the Continuing Crisis*, Miami, University of Miami, North-South Agenda Papers n°13.
- Castro, M., 1996.- « Dominican Republic. The long transition : Dilemmas of democracy and development », *North-South Center Focus*, Vol.5, n°2, 8 p.
- Claval, P. & Sanguin, A.-L. (dir.), 1997.- *Métropolisation et politique*, Paris, L'Harmattan.
- Dabène, O., 1997a.- *L'Amérique latine au XXème siècle*, Paris, Armand Colin, Collection Cursus (deuxième édition).
- Dabène, O., 1997b.- « L'Etat et l'intégration régionale en Amérique latine : logiques cachées et effets pervers », *Annales d'Amérique Centrale et des Caraïbes* n° 14-15, pp. 41-61.
- Dunn, M. 1997.- *Black Miami in the Twentieth Century*. University Press of Florida, Gainesville.
- Faya, A., 1997.- *Los cambios en el sistema interamericano de los años 90*. Santiago de Chile, FLACSO, Paz y Seguridad de las Américas, n°11.
- Federal Reserve Bank of Atlanta, 1997.- « Florida continues to drive Southeast Economy », *Regional Update*, Vol.10, n°4, pp. 8-10.
- Fields, G. & Whitefield, M., 1997.- « The Dade jobs puzzle. Where are the jobs ? », A series written for *The Miami Herald*.
- Griffith, I., 1996.- *Caribbean Security on the Eve of the 21st Century*, Washington DC, Institute for National Strategic Studies, McNair Paper n°54.
- Grosfoguel, R., 1994.- « World cities in the Caribbean. The rise of Miami and San Juan », *Review*, XVII, 3, été, pp. 351-381.
- Gunn Clissold, G., 1997.- « Divergent international perspectives on the Caribbean : the interaction between the ongoing Caribbean, US and European adaptations to the new global economy (draft) », Washington DC, Georgetown University Caribbean Project.
- Hayes, M., 1998.- « International roundtable. One Community one goal. Job report seen as a major step », *Miami Today*, 18 déc.
- IRELA 1997a.- *A Challenge to the Atlantic Triangle ? Context and Agenda of an EU-Latin America Summit*, Madrid, Institute for European-Latin American Relations.
- IRELA 1997b.- *Constructing the Free Trade Area of the Americas : a European Perspective*, Madrid, Institute for European-Latin American

Relations.

Levine, B. (ed.), 1987.- *The Caribbean Exodus*, New York, Praeger.

Lowenthal, A., 1987.- *Partners in Conflict. The United States and Latin America*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press.

Magg, J., 1997.- « Clinton loses Hispanics on fast track », *Journal of Commerce*, 6 nov.

Moniteur du Commerce International, 1998.- *Dossier Floride*, N°1330, 26 mars-1^{er} avril, pp. 62-79.

Moss, A., 1997.- « Hemisphere trade without "fast track" », *The Miami Herald*, 23 nov.

Nijman, J., 1996.- Breaking the rules : Miami in the urban hierarchy, *Urban Geography*, Vol. 17, 1, pp. 5-22.

Nijman, J., 1997a.- « Entre le Nord et le Sud : l'internationalisation de Miami » in Claval & Sanguin (dir.), *op. cit.*, pp. 83-94.

Nijman, J., 1997b.- « Globalization to a Latin beat », *Annals, AAPSS*, n°551, pp. 164-177.

Portes, A. & Stepick, A., 1993.- *City on the Edge : the Transformation of Miami*, Berkeley, University of California Press.

Reperant, A., 1992.- *Miami, comptoir commercial de l'Amérique latine et des Caraïbes*. Note, Poste d'expansion économique, Miami.

Roberts, B. & Tardanico, R., 1997.- *Employment Transformations in United States and Mexican Gulf Cities* (draft), Florida International University, Miami.

Rosenberg, C., 1997.- « Piece by piece, immigration laws eased », *Miami Herald*, 22 déc.

Rosenberg, M. & Hiskey, J., 1992.- *Florida and the Caribbean Basin Countries in the 21st Century : is Geography Destiny ?* Dialogue N°137, Miami, Latin American and Caribbean Center, Florida International University.

Rouquié, A., 1987.- *Amérique latine. Introduction*

à *l'Extrême-Occident*, Paris, Le Seuil.

Santiso, J., 1997.- *Wall Street face à la crise mexicaine. Une analyse temporelle des marchés émergents*, Paris, Les Etudes du CERI, n°34.

SELA, 1997.- « Tendencias y opciones en la integración de América y el Caribe », XXIII Reunión ordinaria del Consejo Latinoamericano (informe SP/CL/n°8). Caracas: Sistema Económico Latinoamericano.

Smith, W., 1996.- « Shackled to the past : the United States and Cuba », *Current History* Vol. 95 n°598, pp. 49-54.

Stepick, A., 1998.- *Pride against Prejudice. Haitians in the United States*. Needham Heights, Massachusetts, Allyn and Bacon.

Valladao, A., 1995.- *Le retour du panaméricanisme : la stratégie des Etats-Unis en Amérique latine après la Guerre Froide*, Paris : CREST-Ecole Polytechnique, Collection Analyses stratégiques et technologiques.

Viglucchi, A., 1996.- « Southcom picks West Dade site. Military center will be built on land near airport », *The Miami Herald*, 16 mars.

Périodiques

Annales d'Amérique Latine et des Caraïbes (annuel), Institut d'Etudes Politiques. Aix-en-Provence.

Boletín de la Integración (mensuel), Instituto de Altos Estudios de América Latina. Universidad Simon Bolivar, Caracas.

Boletín sobre Integración de América Latina y el Caribe (mensuel), Secretaría Permanente del Sistema Económico Latinoamericano, Caracas.

Business Latin America (mensuel), Economist Intelligence Unit, New York.

Business Week (mensuel), New York

Caribbean Insight (incorporating the Caribbean and West Indies Chronicle) (mensuel), The West India Committee, Londres.

Caribbean Update including Central America (mensuel), Kal Wagenheim, Maplewood, New Jersey.

Les Echos (quotidien), Paris.

Hispanic Business (mensuel), Santa Barbara, California.
Latin Finance (mensuel), Coral Gables, Florida.
Latin Trade (mensuel), Miami.
Miami Herald (The) (quotidien), Miami.
Miami Today (hebdomadaire), Miami.
Le Monde (quotidien), Paris.
Moniteur du Commerce International (hebdomadaire), Paris.
Notas Estratégicas (mensuel), Secretaría Permanente del Sistema Económico Latinoamericano (SELA), Caracas.

Nuevo Herald (El) (quotidien), Miami.
Regional Update (bimensuel), Federal Reserve Bank of Atlanta.
La Tribune (quotidien), Paris.
The Wall Street Journal (quotidien), New York.

Sélections de sources Internet

<http://americas.fiu.edu>

Adresse commune du Centre d'Etudes Latinoaméricaines et Caraïbes, de l'Université Internationale de Floride (FIU), de l'Université de Floride (Gainesville) et de l'Université de Miami. Contient les documents officiels du gouvernement américain relatifs aux négociations commerciales avec l'Amérique latine (AmericasNet).

<http://www.fiu.edu/-lacc>

Adresse du Centre d'Etudes Latinoaméricaines et Caraïbes de l'Université Internationale de Floride (FIU). Ce centre anime plusieurs programmes d'enseignement et de recherche ; il constitue une des sources d'informations les plus utiles sur les pays du Sud. Principaux programmes : Summit of the Americas Center (SOAC), Florida Caribbean Institute (FCI).

<http://lanic.utexas.edu>

Adresse du Centre d'Etudes Latinoaméricaines de l'Université du Texas à Austin. Bases de données concernant l'Amérique latine et les Caraïbes, remarquablement organisées, contenant des références aux publications des Nations Unies, de la Banque interaméricaine de développement...

<http://www.claa.org>

Adresse du Caribbean Latin American Action (CLAA), une association de droit privé (mais très proche du gouvernement fédéral), installée à Washington DC et dirigée par un Portoricain. L'association CLAA est la principale organisatrice de la Conférence annuelle de Miami.

<http://www.sice.oas.org>

Adresse de l'Organisation des Etats Américains (OEA) qui a son siège à Washington. Ce site fournit des informations sur les traités commerciaux entre les pays membres : *sice* signifie Sistema de Información al Comercio Exterior.

<http://www.flacso.cl>

Le site de la Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (bureau du Chili) fournit des informations sur les résultats du Deuxième Sommet des Amériques qui s'est tenu en avril 1998 à Santiago.

Remerciements

L'auteur tient à remercier les personnes qui l'ont aidé lors de l'enquête à Miami. En premier lieu Madame Silvia Garcia, qui l'a accueilli et orienté au sein de cette métropole multiculturelle où le peuple cubain tient une place de choix. Au Latin American and Caribbean Center de la FIU, Mark Rosenberg, directeur du Centre, l'a dirigé vers plusieurs chercheurs de renom qui ont bien voulu partager leurs connaissances et leurs expériences, et l'a invité à participer à un forum organisé par la revue *Latin Trade* au Biltmore Hotel de Coral Gables autour du Président du Guatemala, A. Arzu, et de plusieurs responsables de grandes sociétés travaillant avec l'Amérique latine. Parmi les chercheurs rencontrés sur le campus de l'Université, il convient de mentionner David Bray, directeur du Programme Environnement de FIU, grand spécialiste de la République Dominicaine et du Mexique. C. Girault exprime également ses vifs remerciements à Teresita Marill, l'assistante administrative du Dr. Rosenberg, qui a tenu le carnet des rendez-vous pendant ces trois semaines.

Dans le cadre splendide de la U of M, l'Ambassadeur Ambler Moss, directeur du North-South Center, a accueilli le chercheur français... en français, puisqu'il parle remarquablement notre langue. Il lui a présenté les publications du Centre et a bien voulu faire un large tour d'horizon des questions géopolitiques autour de la place de Miami dans le système interaméricain, un sujet que le professeur et ambassadeur possède à fond. Au Département de Géographie, le Professeur Thomas Boswell a fait partager sa connaissance très approfondie de l'évolution démographique et ethnique de la métropole.

Au Consulat général de France, le chercheur a trouvé un accueil tout à fait compétent et efficace auprès de Monsieur Philippe Chatignoux, consul général et chef du poste d'expansion économique de la France à Miami - ce qui est, comme il est dit dans l'étude, une position exceptionnelle - et de son adjoint, Monsieur Pierre-Antoine Balu. Ce dernier a bien voulu mettre à disposition quelques facilités logistiques et surtout a communiqué une information précise sur la place de Miami, en centrant son propos sur les secteurs financiers et de services.